



Organisation
internationale
du Travail

Finance Solidaire

Rapport
annuel

20
19



Finance Solidaire

Rapport
annuel
20
19



Copyright © Organisation internationale du travail 2020

Première édition 2020

Les publications du BIT jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du Protocole 2 annexé à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante : Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel : pubdroit@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Les bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Visitez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Finance solidaire Rapport annuel 2019 / Bureau international du travail - Geneva: ILO, 2020

ISBN Français (web pdf) 978-92-2-032012-9

Bureau international du travail

Egalement disponible en anglais, Annual Report 2019 (ISBN 978-92-2-032009-9 (version imprimée) et ISBN 978-92-2-032010-5 (version web pdf)), Genève, 2020, et en espagnol, Informe anual 2019 (ISBN 978-92-2-032014-3 (version web pdf), Genève, 2020.

Données bibliographiques BIT

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, conformes à la pratique des Nations unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières.

Les opinions exprimées dans les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le BIT y souscrit. La mention ou la non-mention d'entreprises ou de produits ou procédés commerciaux donnés n'implique de la part du BIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du BIT peuvent être obtenues dans les principales librairies et auprès des bureaux locaux du BIT dans de nombreux pays, ou directement auprès de Publications du BIT, Bureau international du travail, CH-1211 Genève 22, Suisse. Les catalogues et listes des nouvelles publications sont disponibles gratuitement à l'adresse ci-dessus ou par courriel : pubvente@ilo.org

Visitez notre site web : www.ilo.org/publns

Photo de couverture: © Dominic Chavez – WB

Imprimé en Suisse

Cette publication a été réalisée par le Service de production, impression et distribution des documents et publications (PRODOC) du BIT.

Création graphique, conception typographique, mise en page, impression, édition électronique et distribution.

PRODOC s'engage à utiliser du papier issu de forêts gérées dans le respect des principes d'écologie durable et de responsabilité sociale.

Code: CHD-REPRO-DISTR

SOMMAIRE

Préface: Le secteur financier et le monde du travail	2
Mesurer nos progrès	5

1 Inclusion financière	7
Collaboration avec les décideurs politiques	7
Collaboration avec les institutions financières	9
Collaboration avec les consommateurs	14

2 Assurance d'impact	16
Collaboration avec le secteur de l'assurance	16
Renforcement des capacités et développement du marché de l'assurance	23

3 Investissement durable	26
Collaboration avec les investisseurs d'impact	26
Collaboration avec les réseaux du secteur de l'investissement et la famille des Nations Unies	27
Travail décent et formes innovantes de financement	28

Perspectives pour 2020	30
Pour suivre les nouveautés du programme	
Finance solidaire	31

Annexes

Annexe 1. Bailleurs de fonds et partenaires	32
Annexe 2. Partenaires stratégiques	35
Annexe 3. Partenaires de mise en œuvre	36
Annexe 4. Acronymes et abréviations	38
Annexe 5. Supports de connaissances en 2019	39
Annexe 6. L'équipe	41
Annexe 7. Les collaborateurs associés du Programme Impact Insurance	44

Préface

Le secteur financier et le monde du travail



Cette année a été marquée par les célébrations du centenaire de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Parmi les temps forts figurent les travaux de la [Commission mondiale sur l'avenir du travail](#), qui a étudié le déplacement des travailleurs vers la « gig économie », les effets de l'automatisation et de l'intelligence artificielle sur l'emploi, et les perspectives de création d'un nouveau contrat social entre les travailleurs, les employeurs et l'État. C'est sur la base de ces travaux qu'a été rédigée la [Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail](#), qui définit la voie à suivre pour l'OIT.

Dans ce contexte, le programme Finance solidaire a également réévalué et redéfini la manière dont le système financier peut favoriser la justice sociale, promouvoir le travail décent et contribuer aux objectifs de développement durable (ODD). L'issue de cette réflexion peut être résumée par la formule suivante : plus d'emplois, de meilleurs emplois, et le(s) bon(s) emploi(s).

Plus d'emplois

« Plus d'emplois » est la composante la plus évidente des trois. L'actuel agenda de l'inclusion financière a débuté avec le microcrédit, qui consistait à octroyer des prêts aux entrepreneurs pour leur permettre de créer et de développer des microentreprises, et ces efforts se poursuivent aujourd'hui. Toutefois, les recherches académiques n'ont pas pu démontrer que cette approche avait effectivement permis de créer des emplois. La plupart des prestataires de services financiers (PSF) ciblent les entreprises existantes plutôt que les start-ups, et la plupart des microentreprises ne créent pas d'emplois au-delà de l'auto-emploi de l'entrepreneur. L'impact le plus bénéfique du microcrédit est probablement la stabilisation de l'emploi plutôt que la création d'emploi.

La création d'emploi demeurant un objectif essentiel pour les gouvernements et les agences de développement international, ce constat a donné lieu à deux réactions principales. Premièrement, certaines institutions financières ont élargi leur offre, reconnaissant que le crédit seul ne suffisait pas. Pour soutenir la croissance des entreprises, elles ont introduit d'autres services financiers – en particulier des services de paiement et d'assurance – ainsi que des services non financiers, tels que la formation et la facilitation de l'accès au marché, dans l'espoir qu'un ensemble plus complet de services produirait un impact plus important. Une deuxième réaction a consisté pour les PSF à élargir leur champ d'action et à cibler également les petites et moyennes entreprises, plus susceptibles de générer de nouveaux emplois.

À l'OIT, nous parions sur les deux. D'une part, nous travaillons avec les banques et les institutions de microfinance pour les aider à introduire une gamme plus complète de services financiers (voir page 11), et à leur offrir des formations (voir page 9), afin de renforcer leur impact sur les petites entreprises. D'autre part, nous travaillons également avec les investisseurs pour les aider à s'assurer qu'ils prennent en compte à la fois le « plus » et le « mieux » en matière d'emploi lorsqu'ils prennent des décisions d'investissement (voir page 26).

De meilleurs emplois

Ce qui nous amène aux « meilleurs emplois ». L'augmentation du nombre d'emplois n'est assurément pas une dimension suffisante. Nous devons prendre en compte la qualité autant que la quantité. Les institutions financières peuvent être beaucoup plus actives et engagées dans la promotion d'emplois de meilleure

qualité. Lorsque l'on visite des micro et petites entreprises, il n'est pas rare de trouver, par exemple, des femmes qui tissent des tapis sans aucune lumière naturelle, ou des ateliers d'usinage où les soudeurs ne portent ni gants ni lunettes de protection, ou encore des agriculteurs avec des conteneurs ouverts de pesticides appuyés contre leurs hangars.

Certains défendent l'opinion selon laquelle les institutions financières devraient se concentrer exclusivement sur leur activité principale de prestation de services financiers, et ne devraient pas se laisser distraire par des activités annexes comme la formation, le conseil ou la sensibilisation. Mais il y a à mes yeux non seulement une obligation morale à s'engager plus largement auprès du groupe cible, mais également une justification commerciale. Moralement parlant, si le personnel de terrain est témoin de conditions de travail déplorables, il devrait avoir la possibilité d'améliorer la situation d'une manière ou d'une autre.

Mais il y a aussi une logique commerciale à cette réaction : si les clients d'une banque sont exposés à des risques, alors la banque l'est aussi. Il serait donc judicieux que la banque prenne des mesures de prévention des risques, par exemple par une sensibilisation élémentaire à la sécurité et à la santé au travail. Il serait également utile que l'entrepreneur (l'emprunteur) et la banque (le prêteur) transfèrent une partie du risque par le biais d'une assurance (voir page 16). Car les efforts des prestataires de services financiers pour améliorer la productivité et la résilience de leurs emprunteurs – pour autant qu'ils soient peu coûteux et ciblés – ont toutes les chances d'être récompensés par un portefeuille de prêts plus sain et une amélioration de la fidélité des clients.

Non seulement les institutions financières devraient espérer pouvoir contribuer à l'amélioration des conditions de travail dans les entreprises de leurs clients, mais il devrait en être de même pour leurs actionnaires. De nombreux investisseurs présents au capital des institutions financières des marchés émergents sont issus de la communauté du développement, notamment des banques de développement locales et internationales, et des sociétés d'investissement socialement responsables. Ils peuvent, et devraient, utiliser leur influence pour placer la barre plus haut et renforcer les attentes de leurs institutions concernant les dimensions sociales et environnementales des investissements dits « d'impact ».

Les bons emplois

La troisième dimension de la formule est celle des « bons emplois » – et je m'autorise ici une certaine liberté avec la terminologie. Je ne parle pas des bons emplois dans le sens de la juste formation de la main-d'œuvre aux emplois d'avenir – bien que ce soit également une question importante pour l'OIT – mais plutôt en termes de respect des droits des travailleurs.

« Les principes et droits fondamentaux au travail » recouvrent un ensemble de principes, dont la liberté syndicale et la négociation collective. Les institutions financières peuvent jouer un rôle important dans la promotion des principes fondamentaux concernant le travail des enfants et le travail forcé, auprès de leurs petites entreprises clientes en particulier.

Commençons par un rappel. Si elles n'y prêtent pas attention, les institutions financières peuvent, en octroyant des crédits aux micro et petites entreprises, favoriser elles-mêmes le travail des enfants. Le scénario peut se dérouler de la sorte : je tiens un petit magasin, éventuellement avec mon conjoint, et comme je viens d'obtenir un prêt, j'ai pu augmenter les stocks, ce qui rend mon entreprise plus attractive pour les clients. La fréquentation du magasin augmente et je me rends compte que j'ai besoin d'aide pour m'occuper des clients, mais je ne veux pas engager quelqu'un en qui je n'ai pas confiance et qui constituera une dépense supplémentaire pour l'entreprise. Ainsi, les jours où je pense que la charge de travail est plus importante, je garde ma fille à la maison pour m'aider, et peut-être même un de ses amis. Voilà une pente glissante vers le travail des enfants, qui n'est certainement pas un résultat souhaitable pour les institutions financières.

Que peuvent donc faire les prestataires de services financiers pour résoudre ce problème insidieux ? Malheureusement, il est peut-être plus difficile de s'attaquer à ce problème que d'améliorer les conditions de travail ou de renforcer la résilience des employés, car les causes du travail des enfants sont multiples. Mais le point de départ consiste à sensibiliser le personnel de terrain à cette probléma-

tique et à lui permettre d'en faire autant avec ses clients. Certains prestataires de services financiers demandent même à consulter les registres de fréquentation scolaire pour l'approbation de crédits ultérieurs. D'autres proposent des services financiers spécifiques pour cibler les causes profondes du travail des enfants, comme un compte d'épargne-études pour faciliter le financement de la scolarité, ou une assurance pour aider les ménages à faire face à la maladie ou au décès d'un soutien de famille. Si les institutions financières ne peuvent à elles seules éliminer le travail des enfants, elles peuvent néanmoins faire partie de la solution. De même, la communauté des investisseurs peut apporter une contribution majeure (voir page 26).

Conclusion

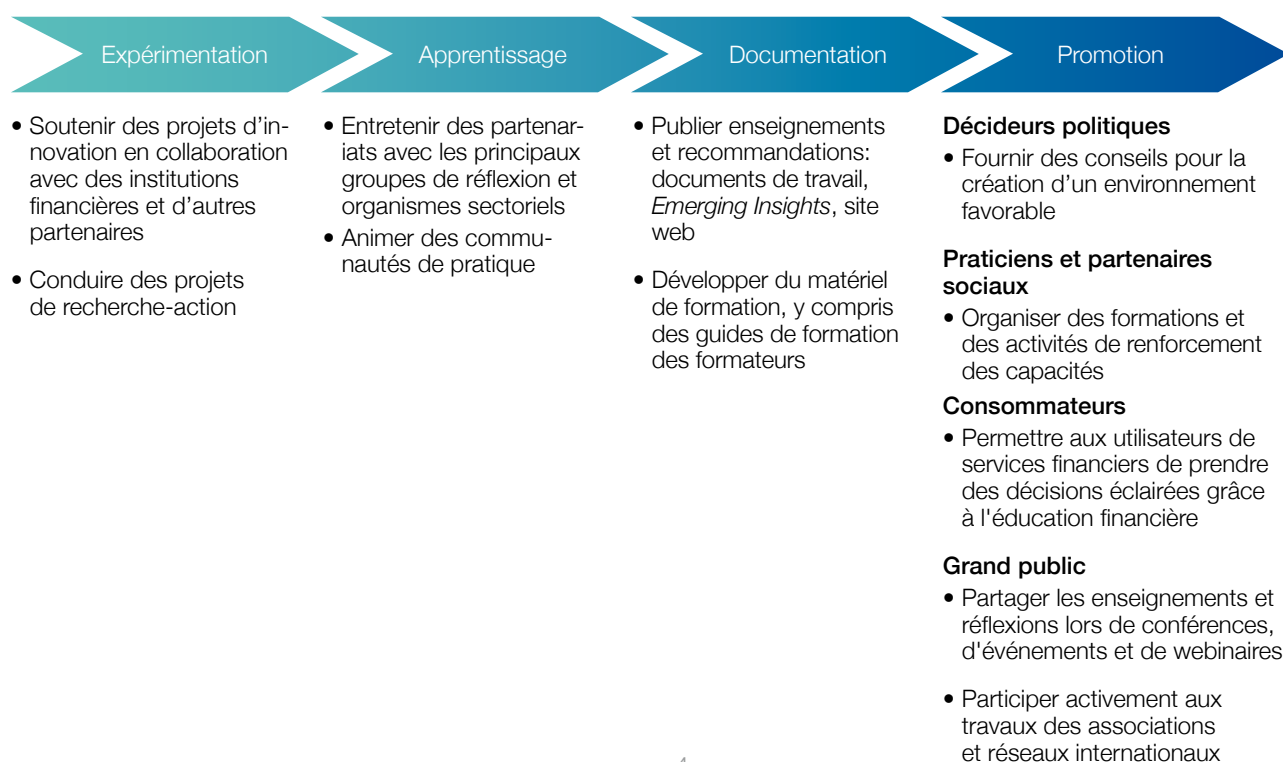
Le secteur financier a un rôle important à jouer dans le monde du travail, et il pourrait en assumer un plus grand encore. Pour encourager les institutions financières à agir à la hauteur de leur potentiel en faveur du travail décent, l'approche du programme Finance solidaire de l'OIT consiste à expérimenter, tirer des enseignements, les documenter et les promouvoir (voir la Figure 1). Nous travaillons ainsi avec les banques, les assureurs et les investisseurs pour tester de nouveaux produits et processus, et pour déterminer ensemble quelles sont les méthodes qui permettent d'atteindre les objectifs visés. Après avoir documenté ces connaissances, nous faisons la promotion active des enseignements et des recommandations, tant auprès des décideurs politiques que des praticiens. Nous espérons qu'avec la bonne combinaison d'incitations et de pénalités, nous pourrions faire des progrès en incitant le secteur financier à produire un impact plus positif sur la vie des travailleurs pauvres et des communautés dans lesquelles ils vivent.

Ce rapport présente le travail du programme Finance solidaire de l'OIT en 2019 et s'articule autour de trois segments du secteur financier : a) les banques, les institutions de microfinance et les coopératives de crédit qui travaillent sur **l'inclusion financière**; b) les assureurs qui contribuent aux objectifs de développement, qui relèvent du segment que nous appelons **assurance d'impact**; et c) les investisseurs qui adoptent des pratiques **d'investissement durable**.

(Signature)

CRAIG CHURCHILL
Chef du programme Finance solidaire de l'OIT

FIGURE 1. MODÈLE D'IMPACT DU PROGRAMME FINANCE SOLIDAIRE



Mesurer nos progrès

Au cours de l'année 2019, nous avons continué à encourager les approches innovantes qui cherchent à résoudre certaines des grandes problématiques que rencontre le secteur financier, puis nous avons partagé leurs résultats avec les acteurs intéressés. Voici quelques indicateurs qui illustrent les résultats impressionnants que nous avons obtenus auprès des professionnels de la finance solidaire et de l'assurance, ainsi qu'auprès de leurs clients.

Nous avons soutenu l'extension de l'offre de services financiers responsables à plus d'un million et demi de clients. En 2019, nos projets en cours ont touché plus d'un million et demi de ménages à faibles revenus, de petites exploitations agricoles et de micro et petites entreprises, principalement en Afrique. Au total, les organisations que nous avons soutenues depuis 2008 ont servi plus de 4,9 millions de clients.

Nous avons partagé des solutions innovantes avec plus de 67 000 acteurs.

Depuis 2008, nous avons partagé les connaissances et l'expérience issues de notre travail avec le secteur financier avec plus de 478 000 acteurs à travers le monde, à qui nous avons apporté des solutions innovantes pour répondre à leurs problèmes. Dans la seule année 2019, nous avons touché plus de 67 000 acteurs (dont 51 % de femmes), dont 3 000 par le biais d'interactions directes à l'occasion de formations, d'événements et de webinaires par exemple.

Le reste se compose d'abonnés et de personnes touchées par le biais de notre site web et des médias sociaux. Comme l'illustrent les Figures 2 et 3, la répartition géographique des personnes touchées est assez équilibrée, de même que la répartition par type d'acteurs.

FIGURE 2. PERSONNES TOUCHÉES, PAR RÉGION

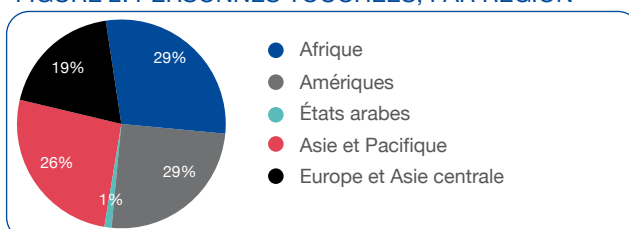
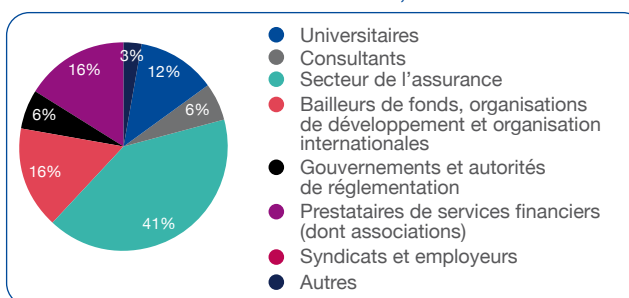


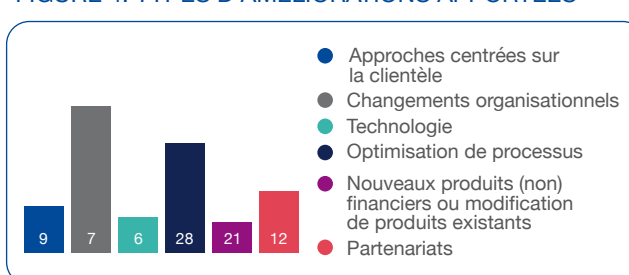
FIGURE 3. PERSONNES TOUCHÉES, PAR TYPE DE PUBLIC



Nous avons amélioré les pratiques de plus de 60 organisations.

En 2019, 61 organisations ont déclaré avoir amélioré leurs pratiques grâce au travail que nous avons réalisé avec elles, soit pour renforcer leurs capacités, soit dans le cadre de projets menés en partenariat. Les résultats, résumés dans la Figure 4, vont de l'introduction d'un nouveau produit aux changements apportés aux processus existants.

FIGURE 4. TYPES D'AMÉLIORATIONS APPORTÉES



Progrès dans l'élaboration des politiques

En 2019, nous avons conseillé des banques centrales et d'autres institutions gouvernementales dans au moins huit pays sur leurs politiques ou stratégies nationales en matière d'inclusion financière, d'éducation financière et de finance rurale. Nous avons par ailleurs soutenu des associations sectorielles telles que la Social Performance Task Force, la Plateforme européenne de la microfinance et le Microinsurance Network, ainsi que les dirigeants et les groupes d'experts d'organisations telles que le Global Impact Investing Network (GIIN).

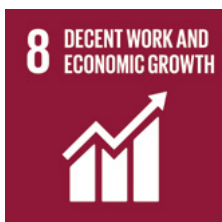




Représentants de l'OJK, de l'Université de Mannheim et de l'OIT lors de l'événement organisé pour partager les résultats du projet PROMISE IMPACT.

© Social Finance

1 Inclusion financière



L'inclusion financière est une grande priorité pour la communauté du développement. Elle est l'une des cibles de l'objectif de développement durable n°8. Mais il est important de garder à l'esprit le but qu'elle est censée atteindre. L'inclusion financière est un moyen de parvenir à une fin. Pour l'OIT, cette fin comprend la création d'emplois et l'amélioration des conditions de travail.

Les efforts visant à promouvoir l'inclusion financière doivent adopter une approche systémique, en tenant compte des contraintes liés à l'environnement politique et des obstacles rencontrés par les institutions financières et les groupes cibles. Cette section met en évidence le travail de l'OIT avec ces trois niveaux : les décideurs politiques, les institutions financières et les clients.

Collaboration avec les décideurs politiques

Les stratégies nationales d'éducation financière figurent toujours parmi les priorités de nombreux décideurs politiques, car elles constituent un instrument important pour permettre aux consommateurs de faire des choix éclairés. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec les décideurs politiques de trois pays dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de leur stratégie : le Zimbabwe, l'Argentine et le Kirghizstan.

En 2018, avec l'aide de l'OIT, la Reserve Bank of **Zimbabwe** (RBZ) a commencé à renforcer les capacités des membres de son groupe de travail sur l'éducation financière et la protection des consommateurs. Cette année, nous nous sommes appuyés sur cette base pour mener un projet pilote avec la RBZ et le ministère de l'Éducation du Zimbabwe pour former 100 enseignants. L'hypothèse était qu'une fois que les



Pour l'OIT, l'inclusion financière est un moyen au service de la création d'emplois et de l'amélioration des conditions de travail.

© Stephan Gladieu - WB

enseignants seraient familiarisés avec les concepts d'éducation financière et commenceraient à les utiliser dans leur propre foyer, ils seraient plus efficaces pour transmettre les connaissances à leurs élèves. Le projet pilote sera évalué en 2020 et par la suite étendu à l'ensemble du pays.

En **Argentine**, l'OIT a aidé le ministère du Développement social à adapter et à mettre en œuvre un programme d'éducation financière. La Commission nationale du microcrédit ([CONAMI](#)) a finalisé l'adaptation du matériel de formation, « [Economía Familiar : Herramientas para decidir mejor](#) », et a organisé six ateliers de formation des formateurs (FdF) pour certifier 149 formateurs avant la fin 2019. D'autres FdF et formations pour les bénéficiaires sont prévus en 2020, car le Ministère et la CONAMI envisagent une diffusion nationale, comme l'illustre la Figure 5.

Notre travail en Argentine nous a également permis de concevoir et de tester un nouvel accord institutionnel qui prévoit la répartition des rôles suivante : l'OIT fournit des conseils techniques et une assurance qualité, une entreprise du secteur privé assure la formation et le gouvernement fournit les orientations générales, la direction stratégique et le financement.

Le Centre international de formation de l'OIT (CIF-OIT) a fourni des services de conseil au programme « Promotion du développement économique durable » géré par la GiZ (l'agence allemande de développement international) au **Kirghizstan**. Dans ce cadre, le Centre a aidé la Banque nationale de la République kirghize à concevoir un programme national d'éducation financière basé sur les compétences ; il a été suivi de la certification d'une équipe locale de formateurs principaux capables de former d'autres enseignants pour diffuser le programme plus largement.

FIGURE 5. DÉPLOIEMENT DE L'ÉDUCATION FINANCIÈRE (Y COMPRIS PAR LES FORMATEURS DE L'OIT) EN ARGENTINE PAR PROVINCE



Outre ces trois collaborations intensives, l'OIT a également conseillé et soutenu un certain nombre d'autres pays dans leurs stratégies d'éducation financière en 2019, notamment la **Côte d'Ivoire**, la **Mauritanie**, la **Sierra Leone** et la **Tunisie**.

Ces collaborations ont renforcé nos connaissances collectives sur les différents aspects de l'éducation financière, que nous avons réunies dans une formation destinée aux décideurs politiques. Après le succès de la première édition de la formation « Éducation financière : conception et mise en œuvre de programmes pour les décideurs politiques et les praticiens », nous avons décidé de l'intégrer dans le catalogue du CIF-OIT parmi nos formations régulières. La deuxième édition, en 2019, a été suivie par des décideurs politiques et des régulateurs du **Cap Vert**, d'**Indonésie**, de la **RDP Lao**, du **Mozambique**, du **Népal**, de la **Sierra Leone**, de **Thaïlande**, de **Tunisie** et de **Zambie**. Forts de ces résultats positifs, nous prévoyons la prochaine édition du 5 au 9 octobre 2020 à Turin.

Collaboration avec les institutions financières

L'essentiel de notre travail dans le domaine de l'inclusion financière consiste à travailler directement avec les institutions financières pour tester de nouveaux produits et processus afin de renforcer leur impact. Cette section illustre quatre dimensions de cet objectif : (a) combiner les services financiers et non financiers ; (b) intégrer différents services financiers afin de mieux gérer les risques ; (c) promouvoir les enseignements tirés auprès des institutions financières ; et (d) explorer l'intersection entre la finance digitale et le monde du travail.

Combiner les services financiers et non financiers

La combinaison de services financiers et non financiers est une approche innovante qui permet aux prestataires de services financiers de se différencier de leurs concurrents, d'améliorer leur pénétration sur le marché et de contribuer au développement des entreprises. L'OIT promeut une approche combinée dans un certain nombre de pays, mais notre effort le plus ambitieux est le projet **PROMISE IMPACT** en Indonésie.

Dans le cadre de ce projet, financé par le Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO), l'OIT travaille avec 13 prestataires de services financiers (voir l'Annexe 3), parmi lesquels des banques rurales, des banques de développement régionales et des coopératives d'épargne et de crédit, pour tester une approche « finance-plus ». Le projet a permis aux PSF d'offrir à leurs petites entreprises clientes des services d'appui au développement de leur activité, en plus des services financiers qu'ils offraient déjà, afin de soutenir leur croissance et leur productivité. Son objectif est de généraliser une approche « à double objectif de résultat » chez les prestataires de services financiers, de façon à ce que leur recherche de rentabilité commerciale s'accompagne d'objectifs socio-économiques, alimentant un cercle vertueux – si la situation des clients de la banque s'améliore, celle de la banque aussi.

Dans le cadre du processus d'évaluation, des analyses quantitatives et qualitatives ont été réalisées pour mesurer les résultats au niveau des clients et les changements intervenus dans la capacité des prestataires de services financiers. L'étude principale a consisté en un essai contrôlé randomisé dans lequel plus de 5000 petites entreprises ont été sélectionnées au hasard parmi les clients des 13 PSF. Une partie des entreprises, au nombre de 3785, ont été réparties dans trois groupes de traitement, tandis que les 1897 restantes ont été affectées au groupe de contrôle.

L'impact du projet a été mesuré à la fois au niveau des résultats intermédiaires et finaux. Dans le premier cas, l'accent a été mis sur l'évolution des connaissances et des pratiques des clients. S'agissant des résultats finaux, les indicateurs mesuraient les changements au niveau du remboursement des prêts, des recettes, des bénéfices, et des charges, et évaluaient la satisfaction globale des clients dans leur vie. Dans l'ensemble, plusieurs effets positifs ont été constatés pour différents sous-groupes :

- La proportion de clients qui, après l'intervention, ont inclus une analyse des flux de trésorerie dans leur plan d'affaires a augmenté de manière significative (9,6 points de pourcentage). Il est essentiel pour la planification de comprendre le montant des recettes générées et de suivre les mouvements de trésorerie de l'entreprise. En outre, le remboursement des prêts est étroitement lié aux flux de trésorerie des entreprises. Ainsi, toute amélioration de la gestion des flux

de trésorerie profite également à l'institution financière.

- Les connaissances financières se sont améliorées de manière significative. Par exemple, les clients du secteur du commerce avaient une probabilité plus élevée (5,9 points de pourcentage) de connaître le détail des conditions de leur prêt (par exemple le taux d'intérêt, le montant du coût du prêt, la part de bénéfice). De même, les clients du secteur des services étaient plus susceptibles (15 % d'augmentation) de savoir évaluer leurs bénéfices.
- Les recettes mensuelles des clients de l'un des PSF ont augmenté de 22 331 millions de roupies indonésiennes (IDR) (1 595 USD), ce qui représente une augmentation considérable. Au sein d'un sous-groupe de clients, le bénéfice réalisé au cours des 30 jours précédents a augmenté de 1 667 millions IDR (119 USD).
- Une réduction de 9 % des défauts de remboursement de prêts a été observée parmi les clients du secteur manufacturier. Les PSF considèrent que les prêts manufacturiers et agricoles sont plus risqués que les prêts commerciaux et les prêts à la consommation. La baisse du taux de défaillance dans le secteur manufacturier, liée à la formation, montre que combiner l'assistance technique au crédit est une stratégie efficace pour minimiser les défauts de remboursement dans ce secteur.

Le projet visait à faire évoluer la relation entre les clients et les prestataires de services financiers d'une simple relation de transaction à une relation de partenariat. L'offre de services à valeur ajoutée était l'un des moyens mis en œuvre pour favoriser ce changement. Par exemple, le projet a aidé les PSF à mieux comprendre les activités de leurs clients et à développer des produits et des services sur mesure – en somme, à adopter une approche davantage centrée sur le client. Ce changement a aidé les partenaires à accroître leur portée et à renforcer leur positionnement sur un marché de plus en plus concurrentiel. De nombreux agents de crédit ont déclaré que la fidélité et l'engagement des clients s'étaient améliorés. Les clients ont été plus nombreux à recommander les agents de crédit à de nouveaux clients potentiels et les agents de crédit ont pris conscience qu'une plus grande interaction les aidait à développer leur portefeuille de clients. Le personnel des prestataires de services financiers participant au projet s'est ainsi senti plus responsabilisé dans son travail.

Au niveau institutionnel, plusieurs PSF ont déclaré avoir amélioré leurs pratiques de gestion et pratiques commerciales après avoir suivi la formation « Making Microfinance Work ». Parmi les principaux partenaires, huit PSF ont déjà fait des services combinés l'un de leurs produits de base, ce qui indique qu'ils ont repris à leur compte l'analyse de rentabilité de l'approche « finance-plus ». Pour plus de détails, vous pouvez consulter le rapport de synthèse du projet, « [Promoting value-added financial services](#) », et la [page web du projet](#).

Solutions intégrées de gestion des risques

Les ménages à faibles revenus, dont les membres travaillent souvent dans l'économie informelle, sont plus vulnérables aux risques que le reste de la population, et pourtant ils sont les moins aptes à faire face aux crises. De nombreux chocs – comme la maladie ou le décès d'un soutien de famille, le vol ou le dysfonctionnement d'actifs productifs, ou encore la destruction causée par les catastrophes – peuvent avoir pour effet de réduire les revenus, tout en créant le défi de dépenses supplémentaires.

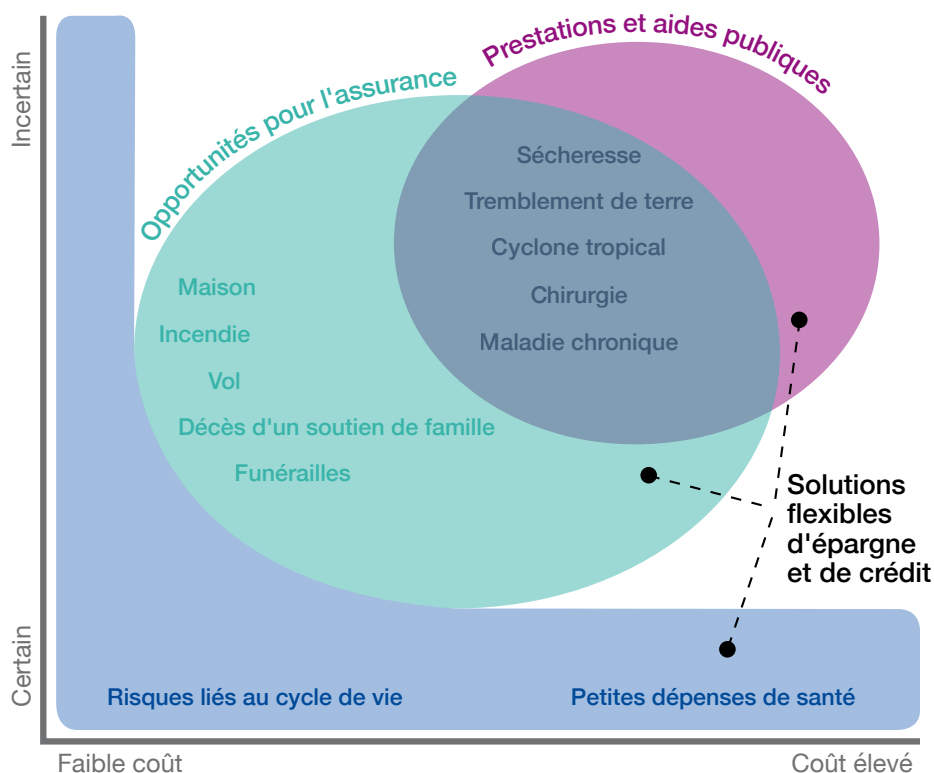
Pour de nombreux risques, ce sont les programmes gouvernementaux qui sont amenés à constituer le premier recours, tels que les

régimes nationaux d'assurance santé ou les stratégies de prévoyance en cas de catastrophe. Toutefois, à leur niveau, les ménages peuvent compléter les services offerts par le gouvernement et les prestataires de services sociaux par des services financiers qui aident à gérer les risques.

Quand on réfléchit à la gestion des risques et aux aspects financiers, on pense immédiatement à l'assurance. L'assurance peut être un moyen efficace de gérer des risques qui peuvent, en l'absence de couverture, entraîner des pertes importantes, que les personnes à faibles revenus ne peuvent pas gérer avec leurs seuls flux de trésorerie, ni avec le soutien informel d'amis et de parents. Toutefois, pour être aussi efficace que possible, l'assurance doit faire partie d'une gamme plus large de services financiers comprenant l'épargne, le crédit et les transferts d'argent, qui, ensemble, permettent aux travailleurs pauvres de gérer divers risques (voir la Figure 6).

Pour tester de nouvelles approches, l'OIT travaille actuellement avec cinq partenaires en Asie sur un projet financé par la Prudential Foundation, résumé à l'Annexe 3. Chaque partenaire a réalisé une étude de marché et conçu des solutions intégrées de gestion des risques qu'il expérimentera par le biais de pilotes en 2020.

FIGURE 6. ÉPARGNE, CRÉDIT OU ASSURANCE ?





Le programme Finance solidaire contribue à développer les capacités du secteur financier grâce à divers événements, partenariats et activités de renforcement des capacités.

© A'Melody Lee - WB

Promotion des enseignements communs auprès des institutions financières

Outre le soutien à l'expérimentation de nouveaux produits et processus, nous assurons également la promotion des enseignements que nous avons tirés avec les institutions financières par le biais d'événements, de partenariats et d'activités de renforcement des capacités. Cette section illustre quelques temps forts.

Renforcement des capacités. Nous avons poursuivi nos efforts de renforcement des capacités du secteur financier en **Sierra Leone**, en dispensant notre formation phare de deux semaines, « **Making Microfinance Work** », à 20 gestionnaires d'institutions de microfinance. Les deux formateurs ont ensuite offert un accompagnement à distance et sur place à six PSF pour

assurer le suivi de la formation et aider à la mise en œuvre de nouvelles idées.

Nous avons observé que les prestataires de services financiers avaient pris des mesures importantes par eux-mêmes après la formation, mais l'accompagnement les a aidés à traiter des questions plus complexes, telles que l'introduction de mesures d'incitation pour le personnel, l'amélioration du contrôle interne et le renforcement des processus de gestion des impayés. Cette initiative a souligné les avantages du mentorat sur place et la nécessité d'une assistance technique beaucoup plus substantielle pour les PSF qui en sont à un stade précoce de développement.

Coopératives financières. Dans le cadre d'un projet de l'OIT sur la création d'un environnement favorable aux entreprises durables au Népal, nous avons dispensé notre programme

de formation [ApexFinCoop](#) aux membres du conseil d'administration et aux cadres supérieurs de la Fédération népalaise des coopératives d'épargne et de crédit (NEFSCUN). Le programme a permis à la NEFSCUN de réfléchir aux priorités et aux actions clés à inclure dans son prochain plan d'affaires à partir de 2020, notamment en proposant des changements à la loi coopérative nationale, la création d'un fonds de stabilisation et le développement de services de paiement digitaux.

Entreprises sociales. Notre projet de recherche sur la contribution de l'économie sociale et solidaire et de la finance solidaire au développement durable et à l'avenir du travail (financé par le gouvernement français et mis en œuvre en collaboration avec l'unité COOP de l'OIT) a abouti à l'organisation de la « Conférence sur la dynamique de l'économie sociale et solidaire » à Trente, en Italie, du 18 au 20 novembre. La conférence a réuni près de 100 décideurs politiques, chercheurs, praticiens et fonctionnaires d'agences des Nations Unies pour discuter des résultats de deux grands projets de recherche sur l'économie sociale et solidaire. Le premier projet de recherche portait sur la [contribution de l'économie sociale et solidaire et de la finance solidaire à l'avenir du travail](#), tandis que le second a étudié les mécanismes financiers innovants des écosystèmes d'économie sociale et solidaire.

Accès aux services financiers des personnes déplacées de force. Les services financiers offrent des instruments essentiels aux personnes déplacées de force. Lorsqu'ils sont conçus de manière appropriée, associés à des services non financiers et soutenus par des politiques et des réglementations nationales solides, ils peuvent aider les personnes déplacées à mettre de l'argent de côté en toute sécurité, à envoyer ou à recevoir des transferts d'argent et à constituer un historique de transactions leur permettant d'accéder à des services tels que le crédit et l'assurance en cas de besoin.

L'OIT s'efforce depuis longtemps de faciliter l'accès des réfugiés aux services financiers. Cette année, nous avons rejoint le « [Partnership for improving prospects for forcibly displaced persons and host communities](#) (Partenariat pour l'amélioration des perspectives des personnes déplacées de force et des communautés d'accueil) lancé par le gouvernement des Pays-Bas. Ce partenariat développe un nouveau paradigme pour répondre aux crises issues des déplacements forcés, notamment par l'implication des

acteurs du développement. Nous avons également rejoint une coalition d'organisations partageant les mêmes idées et soutenant la mise en œuvre d'une [Feuille de route pour l'inclusion financière durable et responsable des personnes déplacées](#).

L'une des interventions de l'OIT consiste à faciliter l'accès et l'utilisation des services financiers par les personnes déplacées dans le but de promouvoir l'emploi et les moyens de subsistance. Nous travaillons avec les décideurs politiques, les personnes déplacées et les prestataires de services financiers en Irak, au Liban, en Égypte, au Soudan, en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda. Nous prévoyons de dispenser notre première formation, du 11 au 15 mai 2020 à Nairobi, au Kenya, pour les PSF qui souhaitent servir ce segment de marché important.

La transformation digitale dans un monde du travail en mutation

Les nouvelles technologies transforment la manière dont les gens accèdent aux services financiers et les utilisent dans leur vie quotidienne. Si la révolution digitale offre des opportunités dans le monde du travail, nos connaissances sont encore lacunaires en ce qui concerne ses effets sur les entreprises, les travailleurs et le secteur financier.

Cette année, nous avons accéléré nos travaux sur ce sujet en lançant trois études. La première, entreprise avec la [Women's World Banking](#), explore le potentiel du paiement digital des salaires au **Viêt Nam** et aux **Philippines** pour améliorer la productivité des entreprises, formaliser l'emploi et stimuler l'inclusion financière des travailleurs. L'objectif ultime de ce travail est de démontrer aux employeurs du monde entier l'intérêt commercial de la dématérialisation du paiement des salaires. La deuxième étude, entreprise avec l'unité COOP de l'OIT, s'inscrit dans le cadre du débat en cours sur l'avenir du travail. Elle cherche à documenter les interventions innovantes qui organisent les travailleurs indépendants engagés dans l'économie dite de plateforme et leur fournissent des services financiers et non financiers. La troisième étude analysera les innovations de fintechs qui pourraient améliorer l'accès au financement des petits agriculteurs, des pêcheurs et des petites et moyennes entreprises de la chaîne d'approvisionnement alimentaire en Asie du Sud-Est. Ces trois études seront achevées en 2020 et serviront de base à la conception d'interventions visant à encourager une utilisation responsable de la technologie.



© Dominic Chavez / WB

En outre, l'OIT a rejoint l'Alliance « [Better Than Cash](#) » en juin 2019. Cette adhésion s'inscrit dans le cadre de notre engagement à soutenir la digitalisation du secteur financier et à promouvoir activement l'utilisation responsable des paiements digitaux dans le monde du travail.

Collaboration avec les consommateurs

Outre notre collaboration avec les décideurs politiques et les praticiens, nous avons mis en place une programmation axée sur les consommateurs, avec un accent particulier sur l'éducation financière. La sensibilisation à l'importance de l'éducation financière gagne du terrain. En 2019,



20 ateliers FdF dans dix pays



Formation:

420 nouveaux formateurs



Bénéficiaires:

2 500 consommateurs finaux

les partenariats établis par l'OIT avec les décideurs politiques sur cette question (voir page 7) ont souvent débouché sur des programmes de terrain, notamment des sessions de formation destinées aux multiplicateurs et aux consommateurs finaux. Dans une demi-douzaine de pays, plus de 2 500 consommateurs de services financiers ont bénéficié de cette formation, comme l'illustre la figure suivante.

Les approches diffèrent selon les pays. Par exemple, des formations en ligne, des campagnes de sensibilisation et des [émissions de radio](#) ont été mises en place au Maroc et au Zimbabwe, tandis qu'en Tunisie, l'OIT a collaboré avec l'agence nationale des services d'emploi pour offrir des [sessions de conseil](#). Cette dernière approche est particulièrement efficace, car elle combine l'apprentissage collectif en personne avec des sessions individuelles pour les participants qui veulent approfondir un sujet spécifique, ce qui leur permet de mettre en pratique les enseignements théoriques. En Sierra Leone, dans le cadre d'un projet financé par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, nous avons commencé à diffuser notre programme dans les zones rurales par l'intermédiaire d'organisations de la société civile, de défenseurs de l'égalité hommes-femmes, de syndicats et de

banques communautaires. Au Nigeria et au Ghana, avec le soutien de la GiZ, nous avons renforcé les capacités du personnel des centres de ressources publics pour la migration et l'emploi afin qu'ils puissent transmettre leurs connaissances aux travailleurs migrants potentiels et aux migrants de retour, et mieux les conseiller.

Notre catalogue de formation à l'[éducation financière](#) s'est enrichi en 2019 d'un ensemble de matériels destinés à un public anglophone général et à un public lusophone au Cap-Vert. Ces matériels portent désormais sur la planification budgétaire, l'épargne, la prudence en matière de dépenses et d'emprunt, ainsi que sur la prise de décisions appropriées en matière de gestion des risques. En réponse aux demandes de formations non spécifiques à un groupe cible ou à un pays particulier, le programme Finance solidaire et le CIF-OIT ont créé une certification en éducation financière au sein de l'Entrepreneurship Trainers Academy, et ont conçu une [nouvelle FdF](#) pour doter les formateurs de compétences à la fois en éducation financière et en méthodologies d'apprentissage pour adultes. Mais c'est peut-être la nouvelle formation en ligne que nous avons récemment lancée qui aura le plus grand impact (voir l'Encadré 1).



ENCADRÉ 1 : L'OIT LANCE UNE FORMATION EN LIGNE SUR L'ÉDUCATION FINANCIÈRE

Les programmes de formation en ligne ont la capacité d'atteindre le plus grand nombre de personnes possible de la manière la plus économique. Pour tirer parti des évolutions technologiques, l'OIT et le CIF-OIT ont lancé un programme d'éducation financière en ligne qui complète la formation en présentiel et les campagnes de sensibilisation menées par l'OIT au cours des dix dernières années. Cette formation en ligne est destinée à toutes les personnes qui souhaitent mieux gérer leurs finances personnelles – femmes, hommes, jeunes, entrepreneurs, travailleurs migrants notamment. Nous pensons également que le personnel des organisations de travailleurs et d'employeurs, des PSF et des prestataires de services de développement d'entreprise, ainsi que celui des institutions gouvernementales, trouveront la formation utile pour leur travail. Elle est [disponible](#) gratuitement sur le e-campus du Centre international de formation de l'OIT.



L'assurance peut contribuer aux objectifs de développement durable et à l'Agenda du travail décent.

2 Assurance d'impact



L'assurance est le deuxième domaine du secteur financier dans lequel nous nous investissons. Grâce à son travail dans le cadre du Programme **Impact Insurance**, l'OIT s'intéresse à l'assurance en tant que produit et s'implique auprès des assureurs en tant qu'institutions, pour déterminer comment les deux peuvent contribuer aux objectifs de développement durable en général et à l'Agenda du travail décent en particulier.

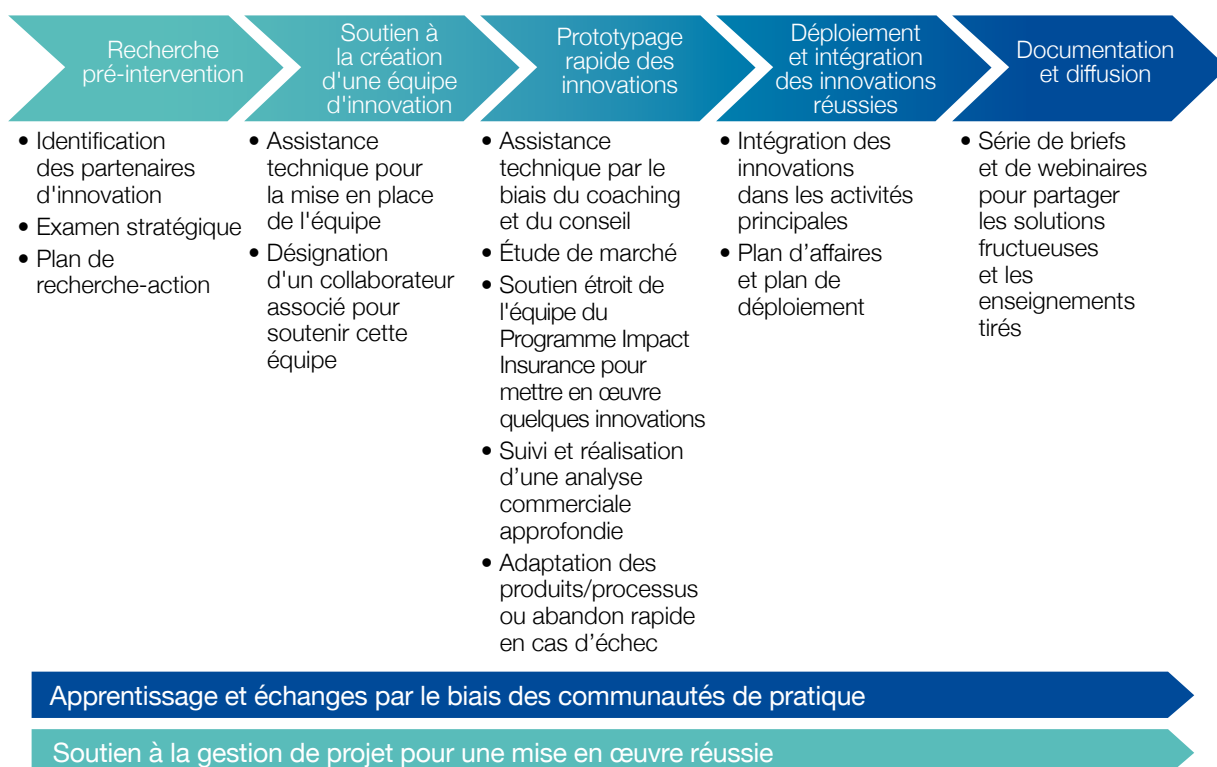
Cette section montre d'abord comment nous contribuons à repousser les frontières en faisant émerger de nouveaux enseignements avec le secteur de l'assurance, puis comment nous diffusons ces enseignements afin d'impliquer davantage d'organisations dans l'assurance dite « d'impact ».

Collaboration avec le secteur de l'assurance

Innovation et gestion du changement

De 2016 à 2019, avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD) et de l'initiative Financial Sector Deepening Africa (FSDA), l'OIT a soutenu 11 assureurs et canaux de distribution en Afrique subsaharienne dans la mise en œuvre d'un processus systématique d'innovation et de gestion du changement visant à concevoir de nouveaux produits, à réorganiser les processus, à créer des solutions technologiques et à structurer les unités internes afin de mieux servir le marché à faibles revenus (voir l'Annexe 3 pour plus de détails). Au total, ces partenaires ont touché près de 1,3 million de nouveaux clients pendant la période du projet grâce à 31 nouveaux produits, en utilisant le cycle de gestion de l'innovation décrit dans la Figure 7.

FIGURE 7. LE CYCLE DE GESTION DE L'INNOVATION



Un certain nombre de facteurs ont contribué au succès de ces projets.

1. Impliquer les principales parties prenantes en interne, comme le conseil d'administration et la direction, et en externe, comme les décideurs politiques et les partenaires.

Il est particulièrement important d'obtenir l'adhésion des parties prenantes lorsque l'on travaille avec des organismes publics comme la **National Health Insurance Authority (NHIA)** au Ghana, où le projet a associé des acteurs publics et privés, notamment la direction de la NHIA, le personnel du bureau de district de la NHIA, des décideurs politiques, des régulateurs, des agences de développement, des fournisseurs de technologies, des prestataires de soins de santé et des opérateurs de réseaux mobiles. Collaborer avec chaque partie prenante, comprendre ses contraintes et concevoir une solution qui permet de les réduire a été essentiel pour la réussite de la mise en œuvre. Les résultats sont illustrés dans une [vidéo](#) présentant le projet avec la NHIA.

2. Mettre en œuvre un processus systématique de gestion du changement.

Un [processus de gestion du changement en six étapes](#) a été mis en place chez un certain nombre de partenaires pour les aider à renforcer leur orientation clientèle, leur efficacité et leur capacité d'innovation. Grâce à ce processus, plusieurs d'entre eux, tels que Britam au Kenya, ont pu réorganiser leurs opérations, requalifier leur personnel, établir de nouveaux partenariats, améliorer leur gouvernance et remanier leurs structures organisationnelles internes.

3. Concevoir des produits centrés sur le client en utilisant l'étude de marché comme première étape et comme processus permanent.

L'étude de marché est la première étape vers la création de solutions centrées sur le client. **Barry Callebaut**, en Côte d'Ivoire, a réalisé une étude

pour mieux comprendre les réalités financières des producteurs de cacao. L'[analyse](#) souligne la nécessité de solutions intégrées de gestion des risques qui permettent aux agriculteurs d'obtenir un financement pendant les mois de l'année où ils sont les plus vulnérables.

Pour s'assurer que les nouveaux produits apportent une réelle valeur ajoutée aux clients, les études de marché doivent constituer une activité permanente. En Éthiopie, Kifiya a mené une étude de marché après la première saison de mise en œuvre de l'assurance récolte indicelle, afin d'évaluer la compréhension et la satisfaction des agriculteurs. Si les agriculteurs ont reconnu que l'indice était précis pour les précipitations, ils ont fait part de leurs inquiétudes concernant d'autres risques, ce qui a amené Kifiya à revoir la conception du produit. Le [nouveau produit hybride](#) utilise à la fois l'indice original, basé sur l'imagerie satellite, pour mesurer la sécheresse et l'excès de précipitations, et un indice de rendement par zone pour les parasites et les maladies.

4. Collaborer avec des partenaires partageant les mêmes idées.

Au total, les projets ont testé 30 partenariats de distribution. Au Kenya, par exemple, **APA** a réussi à établir des partenariats avec les agrégateurs des secteurs public et privé pour couvrir l'agriculture et les risques sanitaires. APA s'est concentré sur les acteurs de la chaîne de valeur qui ont pu regrouper la couverture d'assurance avec d'autres produits tels que les engrais, les semences et le crédit (y compris le crédit digital) afin d'accroître l'adoption de l'assurance et de permettre les ventes croisées.

5. Privilégier l'approche « test and learn »

pour introduire de nouveaux produits, processus et partenariats dans un environnement contrôlé. **MicroEnsure** et la **NHIA** ont utilisé la méthodologie du design sprint pour développer et

FIGURE 8. LES ÉTAPES DU DESIGN SPRINT



tester de nouvelles idées de produits dans un délai court. Le design sprint est un processus pratique permettant de répondre à des problématiques centrales par la conception, le prototypage et le test d'idées auprès de clients potentiels. Il est présenté comme un moyen ludique et productif de résoudre de grandes problématiques et de tester de nouvelles idées en cinq jours seulement, comme le montre la Figure 8. Dans le cas de la NHIA, la capacité à produire une solution tangible en quelques jours a contribué à donner de l'élan au projet.

6. Utiliser la technologie et la digitalisation pour optimiser l'efficacité et l'efficience.

Un certain nombre de partenaires ont mis en œuvre des solutions numériques pour améliorer l'efficacité opérationnelle. Par exemple, **Equity Insurance Agency** au Kenya a décentralisé l'impression des certificats numériques pour son produit d'assurance automobile, ce qui a permis à la société de réaffecter les membres du personnel du siège social qui étaient dédiés à cette fonction. Au Sénégal, la **Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal** (CNAAS) a introduit une nouvelle application mobile et web de gestion des sinistres pour les riziculteurs."

Exploiter la connaissance de la clientèle dans la pratique

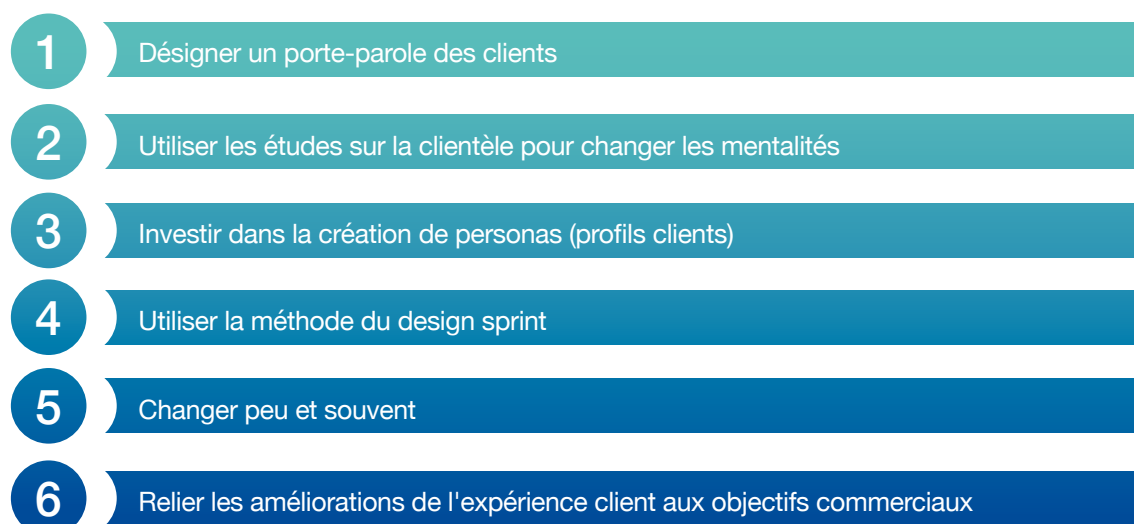
Lorsqu'ils veulent desservir de nouveaux segments de marché, les assureurs sont généralement à l'aise avec la réalisation d'études sur la

clientèle. Une multitude d'outils sont disponibles et permettent de connaître les besoins et les préférences des clients de façon économique. Parmi les outils permettant de comprendre le point de vue des clients à faibles revenus, on peut citer l'[outil PACE](#) et l'[outil 3D d'évaluation de la valeur de l'assurance indicielle pour le client](#) de l'OIT, ainsi que le large éventail de ressources regroupées dans le [guide de l'orientation clientèle du CGAP](#). Là où les assureurs se retrouvent souvent bloqués, c'est dans l'utilisation des informations sur la clientèle et du feed-back des clients qu'ils ont recueillis.

L'utilisation pratique des informations recueillies sur la clientèle n'est pas une problématique purement technique. C'est souvent plutôt en raison de problèmes internes, tels que l'organisation, la culture et les processus, que les assureurs ont du mal à mettre en pratique les connaissances dont ils disposent. Ces obstacles ne peuvent pas tous être résolus à la fois, mais de nombreuses organisations ont constaté qu'elles pouvaient modifier leurs approches et leurs structures internes afin de pouvoir agir plus facilement et régulièrement sur la base des informations concernant la clientèle.

Notre travail avec diverses organisations sur l'intégration des données sur la clientèle a mis en évidence six leviers qui peuvent faire évoluer les mentalités, mobiliser le personnel et répondre aux besoins des clients, comme l'illustre la Figure 9.

FIGURE 9. SIX LEVIERS POUR L'UTILISATION DES INFORMATIONS SUR LES CLIENTS





Nos projets en Inde, en Indonésie et au Kenya portent sur les risques du changement climatique.



Améliorer la résilience vis-à-vis du changement climatique

Le changement climatique représente l'un des risques les plus importants du monde contemporain. Il nécessite des solutions qui impliquent toute une série d'acteurs, y compris les gouvernements et le secteur privé. L'OIT soutient de tels partenariats dans plusieurs pays, dont l'Inde, l'Indonésie et le Kenya.

En Inde, avec le soutien de la Fondation Ford, l'OIT travaille avec quatre partenaires de mise en œuvre pour permettre aux agriculteurs et aux travailleurs agricoles d'accéder à l'assurance agricole du programme gouvernemental. L'OIT a renforcé la capacité des ONG et des réseaux

ruraux à adhérer au Pradhan Mantri Fasal Bima Yojana (PMFBY), un programme important qui aspire à couvrir 50 % des agriculteurs du pays. L'objectif principal du projet est de développer des mécanismes permettant d'enrôler les agriculteurs qui n'ont pas recours au crédit pour acheter leurs intrants agricoles.

Le projet a permis de sensibiliser les agriculteurs aux caractéristiques et aux avantages du programme PMFBY. En outre, il leur a permis de mieux comprendre les processus d'estimation des pertes et de contrôle suivis par le régime, qui utilise des innovations technologiques pour l'estimation des rendements par la méthode des périmètres échantillons. Grâce à ces efforts, le projet a permis d'étendre l'assurance à 17 000 agriculteurs dans quatre États au cours des saisons de culture 2018 et 2019.

En **Indonésie**, le régime d'assurance agricole du gouvernement, Asuransi Usaha Tani Padi (AUTP), vise à protéger les riziculteurs contre le risque de mauvaises récoltes dues aux inondations, à la sécheresse, aux maladies ou aux parasites. La production de riz représente une part importante de l'économie nationale, la superficie cultivée étant de 13,2 millions d'hectares en 2010, soit 24 % de la superficie agricole totale.

Avec le soutien du FIDA, l'OIT a travaillé avec PT Asuransi Jasa Indonesia, dont l'État est le propriétaire exclusif, pour améliorer les performances du programme. À l'aide de l'outil 3D d'évaluation de la valeur pour le client, nous avons travaillé avec l'assureur pour analyser la valeur du programme AUTP pour ses clients et nous avons formulé des recommandations pour l'améliorer. La distribution doit par exemple être améliorée, ce qui pourrait être fait en formant les agents publics de vulgarisation et en leur fournissant des documents d'information adaptés.

Au **Kenya**, l'OIT travaille avec APA, une compagnie d'assurance qui joue un rôle important dans le développement de l'assurance agricole, notamment en tant que responsable de la mise en œuvre des programmes gouvernementaux. Une étape importante a été franchie avec le lancement du programme d'assurance agricole du Kenya en 2015 par le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche et la Banque mondiale. Il s'agit d'un produit d'assurance basé sur des indices de rendement régionaux couvrant les producteurs de maïs dans 20 des 47 comtés du Kenya, que l'APA souscrit au nom d'un consortium sectoriel. Ce produit prévoit le versement d'indemnités aux agriculteurs lorsque le rendement moyen dans leur région tombe en dessous d'un niveau déterminé, indépendamment du rendement réel de l'exploitation de chaque client. Le programme s'est développé lentement mais sûrement, jusqu'à connaître un succès considérable grâce à une série de partenariats ; il a couvert environ 337 000 agriculteurs pendant la saison 2017-18. Le programme vise à poursuivre son expansion pour atteindre un million d'agriculteurs d'ici 2020.

Dans le nord du pays, l'élevage est l'activité de subsistance la plus répandue, il était donc vital que le marché de l'assurance offre également une protection aux éleveurs. Ils sont couverts par deux programmes connexes : le Kenya Livestock Insurance Program, un programme gouvernemental d'assurance indiciaire, et un régime privé d'assurance bétail indiciaire. Les deux régimes utilisent un indice basé sur l'imagerie

satellite. L'imagerie détermine si le bétail dispose de suffisamment de fourrage et des indemnités sont versées lorsque le fourrage tombe en dessous d'un certain niveau en raison de précipitations insuffisantes.

En dix ans de renforcement des capacités locales et d'expérimentation pour aligner les efforts publics et privés, le Kenya a développé un solide marché de l'assurance pour l'agriculture et le bétail. Le modèle de consortium adopté pour son régime d'assurance agricole s'est avéré particulièrement efficace et constitue un modèle intéressant pour d'autres pays.

En outre, APA a reçu le **10^e Prix européen de la microfinance** en reconnaissance de sa contribution au thème choisi cette année, « Renforcer la résilience vis-à-vis du changement climatique ». C'est la première fois qu'un assureur reçoit ce prix.



Améliorer l'assurance santé

Les programmes nationaux de santé, quelle que soit leur conception, remplissent souvent les mêmes fonctions de financement que les assureurs privés, mais à une échelle beaucoup plus grande et plus influente. Après dix ans d'expérience dans l'utilisation de méthodes innovantes pour atteindre le secteur informel, l'OIT est bien placée pour appliquer son expertise technique dans divers contextes et pour aider les organisations ayant des difficultés à atteindre la cible 8 de l'ODD n°3, à savoir la couverture santé universelle. Outre notre collaboration avec la NHIA (voir l'Encadré 2), nous avons également renforcé les capacités actuarielles du programme fédéral Sehat Sahulat au Pakistan, et aidé AXA à tester des produits complémentaires d'indemnités d'hospitalisation en Indonésie.

Le **Pakistan** a fait de grands progrès en matière de couverture santé, offrant une précieuse couverture hospitalière à certains des membres les plus vulnérables de la société grâce au programme Sehat Sahulat (SSP), une initiative du gouvernement fédéral et de la province de Khyber Pakhtunkhwa. Ce programme s'adresse aux personnes vivant en dessous ou juste au-dessus du seuil de pauvreté. Le gouvernement subventionne le programme, et l'administration est confiée à un tiers administrateur, la State Life Insurance Corporation.



ENCADRÉ 2: LE RENOUVELLEMENT MOBILE ET L'AUTHENTIFICATION NUMÉRIQUE RÉCOMPENSÉS AU GHANA

En 2017, l'OIT s'est engagée avec le soutien de l'AFD dans un partenariat de deux ans avec la NHIA du Ghana. L'objectif était de dématérialiser le processus de renouvellement pour permettre aux citoyens de renouveler leur adhésion sur leur téléphone portable. Le but du projet était de rendre le processus plus convivial et plus efficace. Par ailleurs, le projet prévoyait de mettre en place un système numérique connexe pour la vérification du statut d'adhésion et de l'identité des membres par les prestataires de soins de santé.

Au terme d'un processus rigoureux et itératif de conception et de test pilote, en décembre 2018, le vice-président du Ghana, le Dr Mahumudu Bawumia, a lancé la solution dans le cadre des célébrations du 15e anniversaire de la NHIA. Fin avril 2019, 1,44 million de renouvellements avaient été effectués par voie mobile, avec une moyenne d'environ 90 000 renouvellements par semaine. Du point de vue de la NHIA, cette solution a changé la donne : elle a permis d'augmenter les recettes grâce à un processus de renouvellement simple utilisant le paiement mobile ; de réduire les pertes ou détournements chroniques inhérents à tout système de collecte d'espèces ; de diminuer le volume de demandes de remboursement grâce à un meilleur alignement des intérêts de la NHIA et des prestataires de soins de santé, et de réduire les dépenses grâce à la baisse de coûts permise par les TIC.

Suite au succès du projet, la NHIA a reçu un prix décerné par IMANI (un groupe de réflexion politique) reconnaissant la NHIA comme l'institution du secteur public la plus innovante du Ghana – cette distinction a été remise lors des Inspirational Public Sector Leadership Awards 2019. La NHIA a ensuite remporté deux autres prix prestigieux lors de la Conférence sur le secteur public en Afrique en 2019. Elle a reçu le « Prix de la contribution la plus remarquable à la digitalisation du secteur public », et sa directrice générale, le Dr Lydia Dsane-Selby, a reçu le « Prix de la femme remarquable du secteur public ». En outre, le Dr Bawumia a félicité la NHIA pour avoir amélioré l'audit social et la responsabilisation grâce à son utilisation de la technologie numérique. Il a attiré l'attention sur le service de renouvellement mobile, déclarant que « le renouvellement de l'adhésion au NHIS par téléphone mobile a été une innovation phénoménale, éliminant les files d'attente, les retards et la corruption, et augmentant également l'accès aux soins de santé pour ceux qui en ont le plus besoin ».

Vous trouverez plus d'informations sur ce projet dans notre [Case Brief](#), publiée en mai 2019, ou en visionnant notre webinaire : [Population Coverage: From pilot to nationwide scale-up of the "NHIS mobile renewal and digital authentication project"](#).

Dans un souci de durabilité, le GiZ a cherché à soutenir le SSP par une étude actuarielle indépendante du programme, qui a été réalisée par l'OIT, fournissant un calcul impartial de la prime nécessaire. L'analyse a été détaillée dans un [rapport](#) placé dans le domaine public et présenté avec un [webinaire](#) d'accompagnement pour renforcer les capacités actuarielles.

L'**Indonésie** a également bien progressé dans la mise en place d'une couverture santé universelle. Cependant, les personnes couvertes par le régime d'assurance maladie du gouvernement doivent encore faire face à un double fardeau lorsqu'elles sont malades : perte de revenus et dépenses personnelles. De nombreuses dépenses sont en réalité des « coûts cachés ». Par exemple, les coutumes locales exigent souvent qu'un membre de la famille accompagne le patient, ce qui peut représenter une charge financière et logistique lourde pour de nombreuses familles, même si le régime public couvre les dépenses de santé de base.

La pénétration de la téléphonie mobile et de l'internet est en hausse en Indonésie : 80 millions de personnes (30 % de la population) ont accès à l'internet mobile. AXA Indonesia a vu le potentiel qu'offrait cette tendance et a développé un produit de santé digital innovant prévoyant des indemnités en cas d'hospitalisation, pour remplacer une partie des revenus perdus et ainsi rendre plus abordables les dépenses liées à la maladie.

AXA s'est associé à Alodokter, l'un des leaders de la santé mobile en Indonésie. Alodokter propose des consultations médicales via une fonction de chat intégrée dans son application mobile. En collaborant avec AXA, Alodokter a pu diversifier ses services et ses sources de revenus. L'application mobile est au cœur de l'expérience client. Les clients d'Alodokter peuvent utiliser l'application pour acheter la police d'assurance hospitalisation, accéder à toutes les informations sur la police et soumettre des copies numériques des documents relatifs à la demande d'indemnisation. Pour en savoir plus sur cette expérience, voir la [Case Brief sur AXA Indonesia](#).

Renforcement des capacités en assurance et développement du marché

Grâce à notre stratégie de renforcement durable des capacités, nous veillons à ce que les enseignements que nous tirons avec nos partenaires

d'innovation profitent à d'autres acteurs du secteur et soient mis en pratique pour améliorer les produits et les processus, ce qui, en définitive, permet à un plus grand nombre de personnes d'avoir accès à de meilleures solutions de gestion des risques.

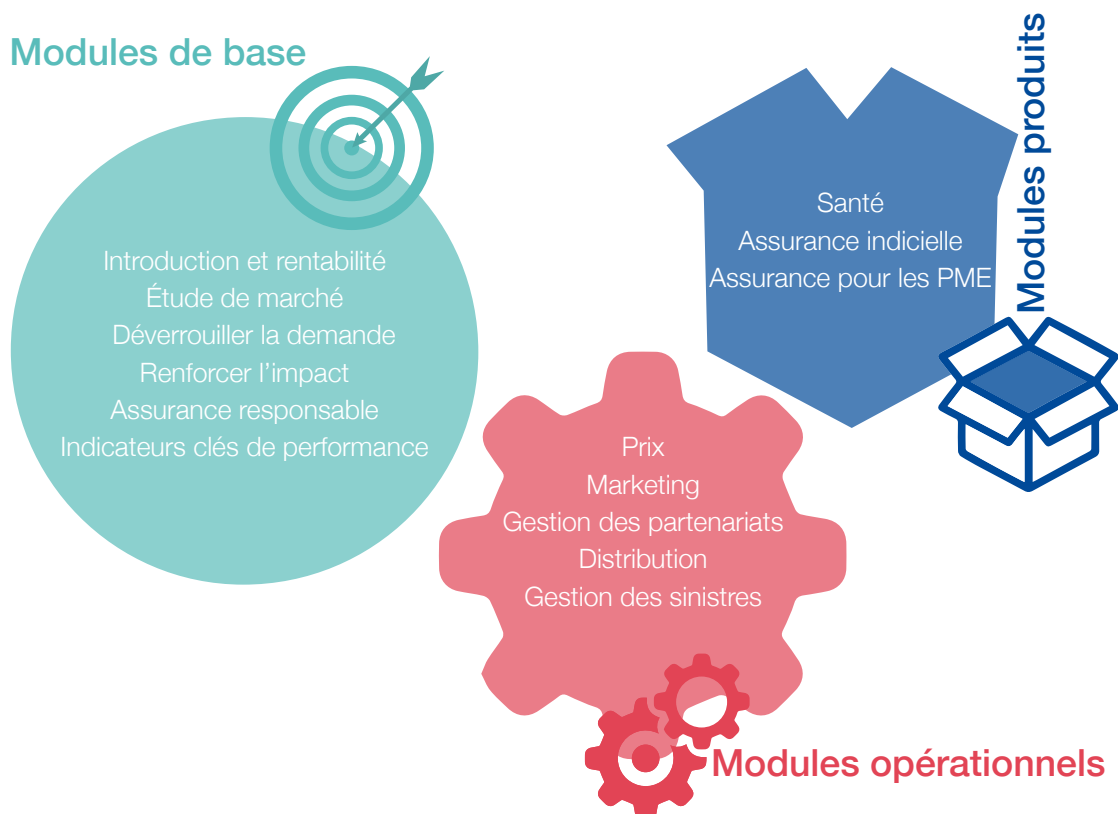
En 2019, nous avons continué à collaborer avec les **instituts d'assurance locaux** pour renforcer leurs capacités et certifier leurs formateurs afin qu'ils puissent offrir les modules de formation « assurance inclusive » élaborés par l'OIT (voir la Figure 10, page 24). Outre nos partenariats existants au **Nigeria** (College of Insurance and Financial Management), au **Kenya** (College of Insurance), au **Bangladesh** (Academy of Learning) et aux **Philippines** (Insurance Institute for Asia and the Pacific), nous avons lancé en 2019 de nouveaux partenariats en **Ouganda** (Insurance Institute of Uganda), au **Rwanda** (Cabinet Moeglin) et en **Côte d'Ivoire** (Centre Professionnel de Formation en Assurance).

Notre collaboration avec les instituts de formation locaux nous a permis de tirer de nombreux enseignements. Le premier est le suivant : si l'importance accordée à l'autonomie et à la durabilité de nos partenaires est effectivement la bonne approche, les instituts de formation ont besoin de temps pour devenir totalement autonomes. Même après avoir passé leur examen de certification, les formateurs locaux ont encore besoin d'une période d'adaptation pour se familiariser avec le rôle de formateur principal et avec l'utilisation de méthodologies de formation innovantes. Il est donc nécessaire que l'OIT les accompagne pendant cette période de transition.

Le deuxième enseignement est que les compagnies d'assurance apprécient les sessions de formation animées par des experts et des formateurs internationaux, car elles apportent souvent des perspectives différentes. Par conséquent, même après avoir certifié des formateurs locaux, il est important pour l'OIT d'entretenir des relations avec les instituts partenaires et d'organiser occasionnellement des formations communes. Cela apporte une valeur ajoutée tant aux compagnies d'assurance qu'aux instituts eux-mêmes, et nous permet de continuer à introduire de nouveaux sujets de formation, comme l'assurance pour les petites et moyennes entreprises que nous avons développé en 2019.

En 2019, en plus de notre travail local et régional, nous avons continué à investir dans des activités de renforcement des capacités à l'échelle internationale, telles que l'**Impact Insurance Academy**.

FIGURE 10. MODULES DE FORMATION À L'ASSURANCE D'IMPACT



En juillet, en partenariat avec le CIF-OIT, nous avons organisé la deuxième édition de l'Académie, qui a réuni 70 participants de plus de 40 pays pour discuter des moyens concrets de faire progresser la contribution de l'assurance au développement social et économique (voir l'Encadré 3).

Après deux éditions réussies, l'Académie compte désormais un réseau d'anciens participants de plus de 100 professionnels. L'OIT réfléchit actuellement aux moyens d'utiliser ce réseau pour tirer des enseignements des innovations auxquelles ses membres ont participé, notamment sur les succès et difficultés rencontrés, afin de les diffuser à l'échelle mondiale et de promouvoir des moyens d'apprentissage plus larges.

Nous utilisons nos activités de renforcement des capacités comme fer de lance de nos activités de développement du marché. Pour cela, nous négocions des partenariats avec un large éventail de parties prenantes, notamment des associations d'assurance, des organismes de réglementation des assurances, des gouvernements et des institutions de protection des consommateurs. Les activités de développement du marché comprennent, par exemple, des initiatives

d'éducation des consommateurs ou des études spécifiques à un pays.

En 2019, nous avons travaillé avec l'Association des assureurs du Rwanda (ASSAR) pour concevoir une stratégie multipartite d'éducation à l'assurance pour le pays, qui sera mise en œuvre par l'ASSAR en 2020. Nous avons également signé un accord de partenariat avec l'Association mexicaine des établissements d'assurance (AMIS) pour mener deux études au **Mexique**. La première est une étude nationale visant à évaluer l'expérience des clients de services d'assurance, ainsi que celle des citoyens sans assurance, afin de comprendre les points d'achoppement et les obstacles qu'ils rencontrent (ou perçoivent) lorsqu'ils souscrivent une assurance. La seconde est une analyse des difficultés rencontrées par les compagnies d'assurance lorsqu'elles cherchent à proposer des produits inclusifs – que ce soit en termes de conception du produit, de limitation des données disponibles, de respect de la réglementation, de recherche d'un canal de distribution adapté ou de mise en œuvre de projets technologiques ou d'innovation. Sur la base de ces études, l'AMIS élaborera un plan d'action exposant les activités nécessaires pour élargir le marché.



L'Impact Insurance Academy rassemble des praticiens du secteur de l'assurance pour dispenser des enseignements sur la contribution de l'assurance au développement social et économique.

© Social Finance

ENCADRÉ 3: TÉMOIGNAGES DE PARTICIPANTS À L'IMPACT INSURANCE ACADEMY

Les participants se sont montrés très enthousiastes à l'égard des enseignements de l'Académie et continuent à les appliquer dans leur travail quotidien. Voici quelques témoignages d'anciens participants :

« Ma participation à l'Académie a été l'un des temps forts de 2019. Rencontrer d'autres participants du monde entier et partager avec eux des idées et des expériences m'a vraiment aidé à élargir mon point de vue sur ce que doit être une activité d'assurance qui répond aux besoins des gens. C'est une expérience qui m'a marqué. »

Andreas Imanuel – Asuransi Astra, Indonésie

« Grâce à ma participation à l'Académie et au soutien de l'un des intervenants, nous avons mis en place une nouvelle plateforme logicielle. Celle-ci facilite notre processus de règlement des sinistres et la communication entre les clients, les hôpitaux et notre entreprise. »

Karen Petrosyan – RESO Insurance, Arménie

« Nous n'en sommes encore qu'aux premiers stades de la mise en œuvre des connaissances acquises à l'Académie. Nous avons commencé à travailler en partenariat avec des prestataires d'assurance au Mozambique ainsi qu'avec le ministère de l'Agriculture pour concevoir des solutions d'assurance récolte et d'assurance météorologique sur mesure. »

Helia Dezimahata Lory Nsthandoca – AMSCO Advisory Services, Mozambique



La communauté des investisseurs peut faire des investissements porteurs de changements qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable.

3 Investissement durable



Le troisième segment du secteur financier avec lequel collabore l'OIT est la communauté des investisseurs. Le rapport de la Commission mondiale sur l'avenir du travail souligne l'importance de ce segment en appelant la communauté internationale, publique et privée, à intensifier ses efforts pour intensifier les investissements porteurs de changements visant à soutenir la réalisation des ODD et à promouvoir les investissements dans des domaines clés pour le travail décent et durable.

Dans cette optique, notre équipe chargée de l'investissement durable a intensifié son engagement auprès des investisseurs et de leurs réseaux, et nous remercions tous les partenaires existants et nouveaux pour leur participation aux réflexions et aux travaux communs. Plus important encore, le Conseil d'administration du BIT a discuté en mars 2019 de l'implication de l'OIT dans la finance innovante et a ouvert la voie à une exploration plus approfondie du thème et au renforcement des capacités dans ce domaine à l'avenir.

Collaboration avec les investisseurs d'impact

Notre collaboration de longue date avec le [Fonds d'investissement africain pour l'agriculture et le commerce](#) (AATIF) s'est renforcée en 2019, le Fonds ayant réalisé de nouveaux investissements dans trois institutions financières en Afrique de l'Ouest ainsi que dans deux entreprises de transformation agricole et une société commerciale. L'un des temps forts a été la réunion des parties prenantes de l'AATIF à Bruxelles, en Belgique, où l'OIT a présenté les nouveaux résultats des efforts de mesure de l'impact du Fonds. En 2019, le Fonds s'est doté d'un outil de suivi de la pauvreté, qui montre de façon encourageante comment un fonds d'investissement d'impact touche indirectement les petits exploitants des chaînes de valeur agricoles en Afrique, y compris ceux qui vivent en dessous des seuils de pauvreté nationaux.

En outre, nous avons soutenu deux des nouvelles institutions financières dans le développement ou le renforcement de leur système de gestion sociale et environnementale. Les premiers résultats se font sentir maintenant que les systèmes sont en place et que les responsables du développement durable des banques mènent des activités de renforcement des capacités. Par ailleurs, nous avons conduit avec succès des activités de renforcement des capacités avec une société de financement du commerce au Royaume-Uni et avec le directeur des investissements de l'AATIF en Allemagne. Durant ces activités de renforcement des capacités, nous avons exploré les spécificités sociales et environnementales du financement du commerce. Nous avons aussi adapté les outils de sélection et d'évaluation des aspects sociaux et environnementaux qui servent à analyser les nouvelles opportunités de financement. Enfin, nous avons lancé une étude sur les effets de l'investissement sur l'emploi. Cette étude se concentre sur les activités d'une société bénéficiaire d'un investissement de l'AATIF qui opère dans la chaîne de valeur de la noix de cajou en Tanzanie, et nous attendons avec impatience de voir les résultats en 2020.

En 2019, nous avons commencé à collaborer avec le [Fonds commun pour les produits de base](#) (FCPB ou CFC), une institution financière intergouvernementale qui investit dans des projets de développement portant sur les produits de base et contribuant au développement social. L'OIT aide le FCPB à mettre au point un système de gestion pour traiter les risques et les impacts sociaux et environnementaux de ses opérations de prêt. En 2019, nous avons réalisé une évaluation des capacités de l'équipe du FCPB et lancé avec succès des activités de renforcement des capacités adaptées, notamment des visites conjointes de due diligence destinées à évaluer les pratiques de durabilité des projets potentiels. En outre, nous avons participé à la conception de nouveaux documents d'orientation et outils relatifs aux aspects sociaux et environnementaux pour que le FCPB puisse collecter des données et suivre les entreprises dans lesquelles il investit. Le projet se terminera en 2020 par une série de sessions de mentorat impliquant tout le personnel, y compris l'équipe de direction.

Collaboration avec les réseaux du secteur de l'investissement et la famille des Nations Unies

Outre notre collaboration avec des fonds d'investissement d'impact sur différents projets, l'OIT continue à élargir sa portée auprès des réseaux du secteur et de la famille des Nations Unies.

Les réseaux sectoriels sont des partenaires de collaboration essentiels pour l'OIT. L'un des temps forts de nos travaux sur le thème de l'investissement durable a été notre participation à une réunion du [Groupe de travail sur les contrats à impact social](#), qui réunit des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Cette réunion nous a permis d'apporter notre expérience pour contribuer à la conception de la nouvelle plateforme de partage des connaissances du groupe. Nous avons également réfléchi à une proposition d'« accélérateur de résultats », qui, selon le groupe, doit soutenir le développement du marché naissant des contrats à impact social basés sur les résultats. En outre, nous avons poursuivi notre travail de sensibilisation par l'intermédiaire du [Groupe de travail des investisseurs sociaux de la Social Performance Task Force](#).

Le [GIIN](#) est un autre réseau avec lequel nous avons une collaboration très intéressante. Le GIIN est un organisme mondial qui travaille à accroître l'échelle d'action et l'efficacité des investisseurs d'impact. Il vise à rassembler les investisseurs d'impact pour faciliter l'échange de connaissances, à mettre en lumière les approches d'investissement innovantes, à développer une base de données probantes pour le secteur et à produire des outils et des ressources de valeur. Dans le cadre de ces activités, le GIIN fait participer les acteurs du secteur à l'élaboration de stratégies d'investissement. En 2019, nous avons apporté notre contribution à la stratégie émergente sur les petites exploitations agricoles en faisant valoir la dimension du travail décent.

Enfin, la collaboration avec la famille des Nations Unies joue un rôle crucial en incitant le secteur financier à allouer des capitaux à la réalisation des ODD. En tant que garant de l'objectif 8, l'OIT est désireuse de contribuer aux efforts des Nations Unies sous l'angle du travail décent. Par exemple, nous avons souligné l'importance d'intégrer la dimension sociale dans les décisions d'investissement lors de la [réunion d'experts de la CNUCED sur l'investissement, l'innovation et l'entrepreneuriat](#), dans le cadre du panel « Harnessing Impact Investing ». Prendre en compte la dimension du travail décent a du sens sur le plan commercial, non seulement en tant que mesure visant à éviter la publicité négative, mais surtout pour accroître la productivité



et les bénéficiaires. Cette approche est soutenue par les résultats du programme « Better Work », une initiative conjointe de l'OIT et de la Société financière internationale.

Travail décent et formes innovantes de financement

Dans la lignée de notre collaboration avec les réseaux sectoriels, nous avons continué à explorer en 2019 des formes innovantes de financement pour promouvoir le travail décent.

Sollicitée par le gouvernement marocain et l'agence Millennium Challenge Account, l'OIT a fourni des conseils sur la qualité technique des modèles d'intermédiation financière soumis par les prestataires de services proposant des mécanismes de financement basés sur les résultats visant à stimuler l'emploi des jeunes. Nous espérons que les leçons positives tirées de cette

collaboration novatrice avec le gouvernement, aux côtés de la société de conseil [Instiglio](#), stimuleront d'autres activités de renforcement des capacités, non seulement au Maroc mais aussi au-delà.

Autre fait marquant de 2019, la collaboration avec le gouvernement néerlandais pour mener une étude de faisabilité et concevoir un outil financier innovant, un contrat à impact social, pour lutter contre le travail des enfants dans la chaîne de valeur du cacao en Côte d'Ivoire (voir l'Encadré 4). Dans le cadre de son travail sur les principes et droits fondamentaux au travail, l'OIT poursuit l'objectif de l'abolition du travail des enfants, l'un des fléaux les plus déplorables du monde moderne. Selon les dernières estimations de l'OIT, près de 152 millions d'enfants travaillent dans le monde. Près de la moitié d'entre eux – 72,5 millions d'enfants – effectuent des travaux dangereux qui mettent en danger leur santé, leur sécurité et leur développement moral.



Le **travail des enfants** est un problème multidimensionnel et ses causes profondes sont enracinées dans le contexte social et économique des enfants et de leur famille ou des personnes qui s'occupent d'eux. En 2019, le programme Finance solidaire, en collaboration avec le Service des principes et droits fondamentaux au travail (FUNDAMENTALS) de l'OIT, a développé un programme de travail pour recruter un consortium chargé de mener, en étroite collaboration avec l'OIT et en consultation avec ses mandants tripartites, une étude de faisabilité et de conce-

voir un éventuel contrat à impact social à cette fin. Si les contrats à impact social ont le potentiel d'augmenter les flux de capitaux, de stimuler l'innovation et d'accroître la fourniture de services sociaux, il est toutefois nécessaire de réaliser une analyse détaillée du problème et des interventions possibles avant de mettre en place de tels dispositifs, afin de garantir l'identification et l'évaluation de ses impacts positifs et négatifs potentiels. C'est le principal objectif de l'étude de faisabilité, qui sera lancée en 2020.

ENCADRÉ 4: QU'EST-CE QU'UN CONTRAT À IMPACT SOCIAL?

Un contrat à impact social est une forme de financement corrélé aux résultats par laquelle des investisseurs privés fournissent le capital initial nécessaire à la mise en œuvre par un prestataire d'un projet visant à fournir des services sociaux. Le financeur d'un contrat à impact social est généralement une agence gouvernementale fédérale ou locale ou une fondation caritative, qui rembourse les investisseurs (avec intérêts) si certains résultats sociaux prédéterminés ont été atteints. Habituellement, la mesure des résultats est effectuée par un évaluateur tiers.

Perspectives pour 2020

Dans le cadre de notre approche d'expérimentation, apprentissage, documentation et promotion, voici quelques-uns des temps forts attendus pour l'année à venir.



Inclusion financière

- Expérimentation:** Test pilote d'un ensemble de services financiers pertinents pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil
- Apprentissage:** Éclairages sur l'adoption et l'efficacité des solutions intégrées de gestion des risques
- Documentation:** Obstacles et mesures incitatives pour l'adoption du paiement numérique des salaires par les employeurs et les employés
Enseignements sur les pratiques bancaires éthiques et les mécanismes de financement de l'économie sociale et solidaire
- Promotion:** Mise à jour du programme de renforcement des capacités sur les stratégies d'éducation financière pour les décideurs politiques
Amélioration de l'inclusion financière des travailleurs grâce à un partenariat mondial pour le développement des capacités
Soutien à la Social Performance Task Force dans la révision de ses normes universelles



Assurance d'impact

- Expérimentation:** Produits d'assurance pour le logement des personnes à faibles revenus
Amélioration de l'offre d'assurance des institutions de microfinance (au profit des clients et des IMF)
- Apprentissage:** Animation d'une communauté de pratique regroupant les assureurs qui conçoivent des assurances pour les femmes
- Documentation:** Éclairages sur les partenariats public-privé efficaces pour la gestion des risques
Leçons tirées des récents efforts visant à étendre les pensions de retraite aux ménages à faibles revenus
- Promotion:** Ajout d'au moins un nouvel institut d'assurance à notre portefeuille de partenaires locaux de formation



Investissement durable

- Expérimentation:** Assistance technique pour l'amélioration de la gestion sociale et environnementale dans le domaine du financement du commerce
Collaboration avec les agences des Nations Unies et les acteurs de l'investissement durable pour tester de nouvelles approches de financement du travail décent par le biais du Fonds commun pour le développement durable (Joint SDG Fund)
- Apprentissage:** Évaluation de la faisabilité d'un contrat à impact social pour réduire le travail des enfants
Étude des pratiques actuelles des institutions financières en matière de ressources humaines, en collaboration avec la plateforme européenne de la microfinance (e-MFP)
- Documentation:** Soutien au secteur de l'investissement d'impact pour définir des stratégies de création d'emploi et d'amélioration de l'emploi
Analyse de l'implication des syndicats dans le domaine de la finance innovante

Suivez nos nouveautés



Inscrivez-vous sur nos
listes de diffusion

http://ilo.msgfocus.com/k/ilo/ilo_subscribe_f



Visitez notre site Web

www.ilo.org/socialfinance



Participez à nos
événements et nos
formations

www.impactinsurance.org/events

or

www.ilo.org/socialfinance

Suivez-nous sur les réseaux sociaux :



Social Finance
& Impact Insurance



/ImpactInsuranceFacility



@IIFacility



/impact-insurance

Annexes

Annexe 1. Bailleurs de fonds et partenaires



Le partenariat entre l'OIT et Access to Finance Rwanda vise à développer la capacité du secteur de l'assurance à fournir de meilleurs produits d'assurance pour les travailleurs pauvres, favorisant l'inclusion financière et la productivité. Les activités de renforcement des capacités menées dans le cadre de ce projet permettent au secteur de l'assurance de créer des mécanismes innovants pour distribuer des produits d'assurance inclusifs et pour réduire la vulnérabilité des travailleurs à faibles revenus.



Le partenariat stratégique entre l'AATIF et l'OIT vise à accroître la capacité des acteurs du financement agricole en Afrique à rechercher des impacts sociaux et environnementaux positifs et à mieux gérer ces impacts. Les partenaires comprennent des entreprises bénéficiaires de l'AATIF, comme les prestataires de services financiers locaux qui élargissent leur portefeuille de prêts agricoles, les responsables de systèmes de production impliquant des petits exploitants agricoles, les agriculteurs commerciaux ou les transformateurs et négociants de produits agricoles.



Ce partenariat vise à soutenir et à renforcer le développement des marchés de micro-assurance dans les pays africains par le biais d'activités de facilitation du marché, de diffusion des bonnes pratiques et de renforcement des capacités des opérateurs et des instituts de formation.



Ce partenariat vise à renforcer la capacité de résistance aux risques des populations à faibles revenus d'Afrique subsaharienne. Le projet prévoit des interventions de recherche-action dans l'objectif d'accroître l'échelle des innovations afin d'améliorer l'accès à des produits d'assurance de qualité. Il intervient en renforcement des capacités auprès des partenaires et du secteur dans son ensemble et contribue à diffuser les nouveaux enseignements auprès des gouvernements et des autres acteurs concernés afin d'orienter les politiques publiques.



Grâce à ce partenariat avec AXA, l'OIT conçoit et met en œuvre des innovations dans le domaine de l'assurance au profit des travailleurs à faibles revenus, en particulier des femmes et des migrants en Indonésie. Le principal objectif de cette collaboration est de générer des enseignements précieux sur la conception et la fourniture de produits d'assurance destinés aux populations exclues, qui seront ensuite largement partagés avec les communautés de l'assurance et du développement.



Ce partenariat vise à développer un système de gestion sociale et environnementale pour le FCPB (CFC), une institution financière intergouvernementale qui investit dans des projets de développement relatifs aux produits de base dans le monde entier.



Grâce à ce partenariat, l'OIT améliore la compréhension et la mise en œuvre des services d'assurance et des mécanismes de sensibilisation appropriés permettant aux agriculteurs et aux travailleurs agricoles d'accéder aux programmes d'assurance gouvernementaux.



Le programme Finance solidaire collabore avec la GIZ dans plusieurs domaines, notamment le développement de marchés d'assurance inclusifs, l'élaboration de nouveaux matériels de formation et, dans le cas de GIZ Pakistan, l'évaluation actuarielle du système national d'assurance maladie.



Avec le soutien du gouvernement français, le programme Finance solidaire mène une action de recherche sur le rôle de l'économie sociale et solidaire et de la finance solidaire dans le développement durable et l'avenir du travail.

La recherche est menée en partenariat avec nos collègues de l'unité COOP de l'OIT.



Government of the Netherlands

Le gouvernement des Pays-Bas a été le fer de lance d'un nouveau partenariat visant à permettre aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil d'accéder à de meilleures opportunités économiques. Ce partenariat développe un nouveau paradigme pour répondre aux crises de déplacement forcé, notamment par l'implication des acteurs du développement. Entre autres sujets, l'OIT étudie comment l'inclusion financière peut participer à l'amélioration des moyens de subsistance de ces populations.

Le gouvernement néerlandais travaille également avec le Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique afin de mettre en œuvre le projet ACCEL Africa (Accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique). Dans le cadre de ce projet, le programme Finance solidaire étudie des services financiers innovants qui peuvent s'attaquer à certaines des causes profondes du travail des enfants, comme la pauvreté et la vulnérabilité des familles d'agriculteurs. En outre, une étude de faisabilité portant sur le développement d'un contrat à impact social sera menée en Côte d'Ivoire dans la chaîne de valeur du cacao.



Supported by:



Federal Ministry for the
Environment, Nature Conservation,
Building and Nuclear Safety

based on a decision of the German Bundestag

Ce partenariat entre l'OIT et l'Initiative de Munich sur l'assurance climatique porte sur la deuxième phase du projet Adaptation aux risques climatiques et assurance climatique dans les Caraïbes qui vise à renforcer les capacités des assureurs et des canaux de distribution (prestataires) et à sensibiliser les consommateurs des pays cible aux produits d'assurance climatique indiciaire.



Avec le soutien de UKaid, l'OIT et l'initiative Financial Sector Deepening Africa (FSDA) lancent un nouveau partenariat pour aider les assureurs à offrir des solutions d'assurance efficaces et répliquables à grande échelle aux ménages et aux PME à faibles revenus en Afrique subsaharienne. L'objectif est d'aider les assureurs et les distributeurs à mettre en œuvre les processus nécessaires de gestion des changements organisationnels et d'innovation.



L'OIT collabore avec SFD Ouganda pour améliorer l'offre d'assurance inclusive dans le pays. Elle œuvre notamment au renforcement des capacités de l'Institut d'assurance d'Ouganda pour l'aider à offrir des formations à l'assurance inclusive sur le marché local. On estime à plus de 200 le nombre de professionnels de l'assurance qui pourront bénéficier de cette expertise de pointe en matière d'assurance inclusive et en exploiter les enseignements pour servir des milliers de ménages, d'entreprises et de petits exploitants agricoles à faibles revenus.



L'OIT et le FIDA collaborent pour améliorer les moyens d'existence des ménages ruraux pauvres, dont les revenus dépendent de l'agriculture et d'autres activités agricoles (et non agricoles), en améliorant leur résilience et en renforçant leur capacité de gestion des risques.



Le partenariat entre l'OIT et la Prudential Foundation vise à renforcer la résistance au risque des populations à faibles revenus en Asie et en Amérique latine. Dans le cadre de ce partenariat, nous encourageons la conception de produits innovants destinés aux ménages à faibles revenus et aux petites entreprises en Asie. Le projet a également pour objectif de faciliter le développement de marchés d'assurance inclusifs dans deux pays d'Amérique latine.



Swiss Confederation

Le partenariat avec le Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO) promeut la croissance, la productivité et l'emploi en aidant les petites entreprises indonésiennes à accéder aux services financiers et non financiers. Grâce au renforcement des capacités des prestataires de services financiers, le projet aide les institutions financières à atteindre un double objectif : fournir des services financiers responsables à leurs clients tout en suivant une conception innovante qui assure leur rentabilité. Le volet recherche du projet mesure l'impact de l'approche « microfinance + » sur les résultats des clients en matière d'emploi et permet de fournir des conseils stratégiques aux décideurs politiques indonésiens sur la base de données probantes.



Avec le soutien de l'USAID et en collaboration avec l'Initiative I4 Feed the Future Innovation Lab for Assets and Market Access hébergée par l'Université de Californie à Davis, l'OIT a créé le Global Action Network (GAN), une communauté d'experts et de praticiens sur l'assurance agricole. Le projet vise à étendre les innovations dans le domaine de l'assurance agricole et à s'assurer de leur mise en œuvre efficace sur le terrain grâce à une meilleure coordination. Notre objectif est de contribuer à accélérer l'offre et l'adoption de l'assurance agricole (assurance indicielle) dans le cadre de stratégies globales de gestion des risques.

Annexe 2. Partenaires stratégiques

Facilitateurs internationaux du développement du secteur financier



Financement
de la santé



Solutions numériques



Partenaires de renforcement
des capacités



Agriculture



Annexe 3. Partenaires de mise en œuvre

Partenaire	Description du projet commun	Partenaire	Description du projet commun
APA Compagnie d'assurance ; Kenya ; Agriculture ; Produits combinés	Le projet propose un produit hybride, qui fournit une protection méso à l'usine de thé et offre aux cueilleurs et aux cultivateurs de thé une plateforme d'assurance et/ou d'épargne qu'ils peuvent utiliser en cas d'urgence.	Kifiya Prestataire de services technologiques ; Éthiopie ; Produits combinés ; Numérique	Ce projet aide la nouvelle offre d'assurance agricole de Kifiya, lancée en partenariat avec le ministère éthiopien de l'Agriculture et quatre assureurs privés, à accroître son échelle et atteindre la rentabilité ; il doit également soutenir l'introduction de nouveaux produits d'assurance bétail, santé et obsèques.
AXA Indonesia Compagnie d'assurance ; Indonésie ; Produits combinés	Le projet se concentre sur l'identification des besoins des populations à faibles revenus, en particulier des femmes et des migrants en Indonésie, et la conception de solutions adaptées en fournissant un appui à la gestion de l'innovation et un soutien technique.	MCII Bailleur de fonds Caraïbes Agriculture ; Combinaison de produits	Le partenariat entre l'OIT et l'Initiative de Munich sur l'assurance climatique vise à renforcer les capacités des assureurs et leurs canaux de distribution et à sensibiliser les consommateurs aux produits d'assurance paramétrique qui peuvent aider les communautés vulnérables à protéger leurs moyens de subsistance.
AXA Mansard Compagnie d'assurance ; Nigéria ; Santé ; Produits combinés	Le projet aide AXA à développer un large portefeuille de produits et une stratégie de distribution ciblant les ménages à faibles revenus.	MicroEnsure Intermédiaire Régional ; Produits combinés ; Numérique	Le projet explore de nouveaux canaux de distribution tels que les agents, les centres d'appels et les places de marché numériques, ainsi que de nouvelles approches pour l'éducation numérique et le marketing auprès des clients potentiels.
Barry Callebaut Société de commerce du cacao ; Côte d'Ivoire ; Agriculture ; Produits combinés	Le projet vise à compléter l'offre de Barry Callebaut en matière de financement agricole par des solutions d'assurance. Le Programme Impact Insurance fournit un appui à la conception et à la fourniture de produits d'assurance utiles.	NBC Mozambique Micro Insurance Compagnie d'assurance ; Mozambique ; Produits combinés	NBC Mozambique Microassurance est le premier et le seul microassureur enregistré au Mozambique offrant à la fois des produits d'assurance vie et non-vie. Le projet porte sur la conception de la couverture obsèques pour le plan de retraite individuel de Moçambique Previdente.
Britam Compagnie d'assurance ; Kenya ; Numérique ; Produits combinés	Le projet réalise un audit de tous les produits et processus de micro-assurance et identifiera les gains d'efficacité possibles. Il assure la pérennité du département de micro-assurance et lui permet de servir un plus grand nombre de clients à faibles revenus.	NHIA Organisme public d'assurance-maladie Ghana Santé ; Numérique	La NHIA (National Health Insurance Authority) gère le régime national d'assurance maladie du Ghana. Le projet consiste à dématérialiser le processus de renouvellement pour permettre aux membres de renouveler leur adhésion via leur téléphone portable.
CNAAS Assureur public-privé ; Sénégal ; Agriculture	Le projet réalise une évaluation des distributeurs afin d'identifier les canaux les plus appropriés et de renforcer la capacité de leur direction à mieux comprendre comment l'assurance peut réduire les risques auxquels sont confrontés les institutions et leurs clients.	Nyala Compagnie d'assurance ; Éthiopie ; Produits combinés ; Agriculture	Le projet aide Nyala à mettre en œuvre une stratégie de microassurance plus globale, au-delà de l'agriculture, et à travailler avec un ensemble d'agrégateurs en Éthiopie pour servir les micro-entreprises.
Equity Bank Institution financière ; Kenya ; Produits combinés	Ce projet appuie la nouvelle stratégie numérique d'Equity Insurance Agency afin de faciliter l'accès à l'assurance et son utilisation par les segments à faibles revenus et le marché de masse. Les principales activités identifiées sont : l'offre d'assurance par le biais d'une plateforme numérique ; l'offre d'un produit d'assurance mobile gratuit par Equitel ; et la numérisation des procédures d'administration de l'assurance.	SUNU Compagnie d'assurance ; Côte d'Ivoire ; Produits combinés ; Numérique	Le projet aide SUNU à fournir une assurance vie au segment à faibles revenus au-delà des clients mobiles, avec de nouveaux partenaires de distribution tels que les agroentreprises, les institutions financières et les organisations sociales.
Ford Foundation Bailleur de fonds Inde Agriculture	Le projet vise à améliorer la compréhension et la mise en œuvre des services d'assurance et des mécanismes de sensibilisation appropriés afin de faciliter l'accès des agriculteurs et des travailleurs agricoles aux programmes d'assurance gouvernementaux.		

Solutions intégrées de gestion des risques

Organisation	Idée de projet
CLIMBS Assureur coopératif auprès des COOPEC Philippines	CLIMBS est un assureur coopératif qui travaille avec des coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC). Le projet proposé vise à aider trois COOPEC à mieux gérer les risques sanitaires et agricoles en combinant l'assurance aux prêts et comptes d'épargne existants.
KGFS SFNB Inde	KGFS est une société financière non bancaire opérant dans quatre États de l'Inde et servant 800 000 clients. Le projet vise à améliorer sa solution de gestion du patrimoine numérique, qui utilise les données sur les clients pour définir les segments de clientèle types et concevoir des produits adaptés à ces segments. La société prévoit par ailleurs de simplifier l'offre aux clients en créant un système de paiements mensuels par le client (similaire à celui des remboursements de prêts) qui seraient ensuite affectés à un portefeuille personnalisé de produits d'épargne, d'assurance et d'investissement.
KMBI Institution de microfinance et organisation non gou- vernementale Philippines	KMBI est une institution de microfinance qui propose des prêts, des assurances, de l'épargne et des services de développement d'entreprise. Elle compte actuellement 150 000 clients. La solution qu'elle propose consiste à combiner l'assurance et les prestations gouvernementales à son produit d'épargne existant la première année, puis à introduire un produit de prêt d'urgence la deuxième année.
KOMIDA Coopérative Indonésie	La KOMIDA est une coopérative bien établie qui compte 520 000 membres. Elle propose quatre produits de prêt, mais 95 % du portefeuille est constitué de prêts aux entreprises. La KOMIDA aimerait effectuer une analyse de rentabilité des produits actuels de prêt/épargne et utiliser les résultats pour élaborer une stratégie produit.
PNM Société financière non bancaire (SFNB) (propriété de l'État) Indonésie	Le PNM est une SFNB qui gère deux programmes de prêts gouvernementaux dont bénéficient plus de 3 millions de femmes. Le PNM distribue <i>Mekaar</i> , un prêt de groupe, aux femmes microentrepreneurs. La société souhaite introduire une version améliorée du produit (<i>Mekaar Plus</i>) pour inclure de l'épargne et de l'assurance. Elle fournit des services de renforcement des capacités à ses membres afin d'améliorer leurs opérations commerciales.

Combinaison de services (non) financiers en Indonésie

Prestataire de services financiers	Description de l'intervention
KSPPS Baytul Ikhtiar (Java ouest)	Combinaison de formation et de conseil. Formations axées sur le « marketing et la gestion financière », basées sur le module « Créez et gérez mieux votre entreprise » de l'OIT. La formation a été adaptée par l'équipe locale de formateurs en fonction des besoins internes.
BMT Ibaadurrahman (Java ouest)	
BMT Itqan (Java ouest)	
Bank BJB (Java ouest)	
Puskowanjati (Java est)	
Koperasi Assakinah (Java est)	
BMT NU (Java est)	
Bank UMKM Jatim (Java est)	
Bank Jatim (Java est)	
BPR Lamongan (Java est)	
BPR Jombang (Java est)	
BPR Subang (Java ouest)	Conseils individuels sur le « marketing, la gestion financière et la gestion des risques » sur le lieu de travail du client.
BPR Subang (Java ouest)	

Annexe 4. Acronymes et abréviations

AATIF	Africa Agriculture and Trade Investment Fund (Fonds d'investissement africain pour l'agriculture et le commerce)
ACCEL	Accélérer l'action pour l'élimination du travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique
AFD	Agence française de développement
AMIS	Asociación Mexicana de Instituciones de Seguros
ASSAR	Rwanda Insurers' Association
AUTP	Asuransi Usaha Tani Padi
CFC	Common Fund for Commodities (Fonds commun pour les produits de base)
CIF-OIT	Centre international de formation de l'OIT
CNAAS	Compagnie Nationale d'Assurance Agricole du Sénégal
CONAMI	National Commission of Microcredit (Commission nationale du microcrédit d'Argentine)
COOPEC	coopérative d'épargne et de crédit
FdF	Formation de formateurs
FSDA	Financial Sector Deepening Africa
GIIN	Global Impact Investing Network
GiZ	Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (agence allemande de développement international)
IDR	Roupie indonésienne
NEFSCUN	Nepal Federation of Savings & Credit Cooperative Unions
NHIA	National Health Insurance Agency (Agence nationale d'assurance santé du Ghana)
ODD	Objectifs de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
ONG	Organisation non gouvernementale
PMFBY	Pradhan Mantri Fasal Bima Yojana
PSF	Prestataire de services financiers
RBZ	Reserve Bank of Zimbabwe
SECO	Swiss State Secretariat for Economic Affairs (Secrétariat d'État suisse aux affaires économiques)
SFNB	Société financière non bancaire
SSP	Sehat Sahulat Program
USD	US dollar (dollar américain)

Annexe 5. Supports de connaissances en 2019

EMERGING INSIGHTS

El 153: Le meilleur de 2018

Thème: Impact

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 154: Retour sur les 10 ans d'expérience de Britam

Thème: Viabilité de l'activité, Santé

Source: Britam

El 155: L'avenir de l'assurance à large impact

Thème: Impact

Source: Impact Insurance Facility

El 156: Impact Insurance fête ses dix ans !

Thème: Impact

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 157: Le potentiel des laboratoires d'innovation pour une assurance inclusive

Thème: Modèles économiques, Développement de produit

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 158: Développer des partenariats avec les gouvernements pour offrir une assurance agricole

Thème: Agriculture

Source: APA Insurance

El 159: La numérisation des processus de renouvellement

Thème: Santé

Source: NHIA

El 160: Les profils clients peuvent vous aider à organiser vos données et à mieux répondre aux besoins des usagers

Thème: Développement de produit, Améliorer la valeur, Demande

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 161: PACE au service de l'amélioration des produits

Thème: Vente, Promotion, Demande

Source: Programme Impact Insurance de l'OIT

El 162: Surmonter les défis sanitaires et géographiques en Indonésie grâce à une solution numérique

Thème: Partenariats, Santé

Source: AXA Indonesia

El 163: Fournir de l'assurance en Côte d'Ivoire par le biais de nouveaux canaux de distribution

Thème: Autres canaux, Institutions financières, Partenariats, Vie

Source: SUNU Assurance Vie

ÉTUDES DE CAS

Merry, A.; Chow, Q.; Dalal, A. 2019.

[MicroEnsure's Innovation Lab](#), Case Brief 15

Merry, A.; Shah, S.; Dalal, A. 2019.

[APA Insurance](#), Case Brief 16

Dalal, A.; Morgan, L.; Nanda, S. 2019.

[NHIA, Ghana](#), Case Brief 17

Merry, A.; Morgan, L.; Sharma, S. 2019. [Britam](#), Case Brief 18

Merry, A. 2019. [Client insights](#), Brief

Merry, A. 2019. [CIF Vie](#), Case Brief 20

Merry, A.; Morgan, L.; Tang, K.S. 2019.

[AXA Indonesia](#), Case Brief 21

Merry, A.; Solana, M. 2019.

[SUNU Assurance Vie](#), Case Brief 22

PAPERS

Fonteneau, B.; Pollet, I. 2019. [La contribution de l'économie sociale et solidaire et de la finance solidaire à l'avenir du travail](#), Research Paper

Sharma, S.; Dalal, A. 2019. [Making a profitable inclusive insurance business: a case study of Britam, Kenya](#), Impact Insurance Paper 54.

Morgan, L. 2019. [Actuarial analysis of the Federal Sehat Sahulat Program](#), Impact Insurance Paper 55.

Kurimoto, A.; Koseki, T.; Breda, V. 2019. [Rokin Banks - 70 years of efforts to build an inclusive society in Japan through enhancing workers' access to finance](#), Social Finance Working Paper 76.

MATÉRIELS DE FORMATION

[Assurance inclusive pour les PME](#)

[Make change happen: Getting insurers ready to serve low-income and emerging markets](#)

Formation pour les réseaux et les associations d'institutions financières

[Formation en ligne sur l'éducation financière](#)

Éducation financière en Sierra Leone - Manuel du formateur

Éducation financière au Cap-Vert : matériel pour les formateurs et les participants

Éducation financière en Afghanistan: matériel pour les formateurs et les participants

Éducation financière en Argentine pour les acteurs de l'économie sociale: matériel pour les formateurs et les participants

VIDÉOS

[The highlights of our project with the National Health Insurance Authority of Ghana](#), (Présentation de notre projet avec l'Autorité nationale d'assurance santé du Ghana), Programme Impact Insurance, 11 octobre 2019

WEBINARS

24 avril 2019: [First actuarial analysis of Pakistan's Sehat Sahulat Programme \(SSP\)](#) (Première analyse actuarielle du programme Sehat Sahulat du Pakistan)

4 juin 2019: [Population coverage: from pilot to nationwide scale-up of the "NHIS mobile renewal and digital authentication project"](#) (Couverture de la population : du test pilote au déploiement national du « projet de renouvellement mobile et d'authentification numérique du NHIS »).

3 octobre 2019 : Forum d'experts en collaboration avec le Microinsurance Network sur l'assurance inclusive



Annexe 6. L'équipe



Edgar Aguilar
Technical Officer

Basé en Côte d'Ivoire au Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique, Edgar est le point focal pour le développement du marché de l'assurance en Afrique. Il apporte également un soutien technique au projet ACCEL Africa sur l'innovation financière.



Valerie Breda
Expert technique

Valérie est responsable des travaux du programme Finance solidaire portant sur la finance inclusive pour les travailleurs et les jeunes, les coopératives financières, l'économie sociale et solidaire et le paiement des salaires par voie numérique.



Craig Churchill
Chef

Craig dirige le programme Finance solidaire de l'OIT.



Aparna Dalal
Expert
de la recherche

Basée à Hong Kong (Chine), Aparna dirige l'initiative de recherche et d'innovation du Programme Impact Insurance. Elle travaille principalement sur les services mobiles et la combinaison de l'assurance avec d'autres services financiers.



Camyla Fonseca
Chargée de la gestion
des connaissances

Camilla est responsable de la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités du Programme Impact Insurance.



Nalina Ganapathi
Assistante administrative
principale

Nalina soutient les activités administratives et opérationnelles du programme Finance solidaire.



Yousra Hamed
Expert technique

Yousra dirige le programme international de Finance solidaire sur l'éducation financière, l'inclusion financière des travailleurs migrants, des réfugiés et des contextes fragiles, ainsi que sur l'accès au financement par le biais des associations d'employeurs.



Margarita Lalayan
Responsable de programme

Basée à Turin (Italie), Margarita est en charge du renforcement des capacités en finance solidaire au Centre international de formation de l'OIT, notamment des programmes de formation renommés *Making Microfinance Work*.



Mónica Mariño
Chargée de projet junior

Mónica apporte son appui aux travaux du programme Finance solidaire sur l'investissement durable et la finance innovante, en particulier en travaillant sur les projets menés avec l'AATIF et le CFC.



Fernando Messineo
Libano
Chargée de projet junior

Fernando travaille sur des questions liées à l'investissement durable et à la gestion des risques sociaux et environnementaux, notamment avec l'AATIF.



Lisa Morgan
Expert technique

Lisa est responsable du travail du Programme Impact Insurance portant sur l'assurance santé dans les secteurs public et privé et apporte sa contribution dans les domaines de la santé mobile, de l'analyse actuarielle et du développement de la stratégie.



Gen Nakatomi
Administrateur auxiliaire

Gen travaille sur la finance innovante pour le développement et assure la liaison de l'unité avec le département des partenariats de l'OIT. Il appuie également des projets sur l'investissement durable et la gestion des risques sociaux et environnementaux.

**Ola Nilsmo****Expert technique**

Ola travaille sur la collaboration de l'OIT avec des établissements octroyant des garanties pour améliorer la création d'emplois, ce qui inclut entre autres le renforcement des capacités des institutions financières et de leurs clients.

**Owais Parray****Conseiller technique principal**

Basé à Jakarta (Indonésie), Owais supervise la mise en œuvre du projet PROMISE IMPACT en Indonésie.

**Pranav Prashad****Expert technique**

Pranav dirige le travail du Programme Impact Insurance sur l'assurance agricole, les canaux de distribution alternatifs et les services mobiles. Il est également le point focal du Programme pour le développement du marché en Asie.

**Patricia Richter****Expert technique**

Patricia dirige les travaux du programme Finance solidaire sur l'investissement durable et la finance innovante. Dans ce cadre, elle gère les collaborations de l'OIT avec l'AATIF et le CFC.

**Victor Hugo Sanchez Valverde****Assistant administratif**

Victor soutient les activités administratives et opérationnelles du programme Finance solidaire.

**Joost Tjink****Chargé de la gestion des connaissances**

Joost appuie les activités de gestion des connaissances et de renforcement des capacités du Programme Impact Insurance, notamment sur les aspects de communication et de diffusion.

Nous tenons à remercier Miguel Solana, Aida Lindmeier and Camila Castañeda Quintero pour leur remarquable contribution au fil des années de collaboration.

Des stagiaires et collaborateurs intérimaires ont apporté une contribution précieuse au programme Finance solidaire en 2019. Remerciements particuliers à Natascha Haitz, Ngan Nguyen and Franck Janura pour leur engagement.

Annexe 7. Les collaborateurs associés du Programme Impact Insurance



Prashansa Jain

Prashansa is hosted
by the **KMBI**
(Manila, Philippines).



Sandeep Kumar

Sandeep is hosted by
Dvara KGFS
(Chennai, India).



**Reinhard
Marcellino**

Reinhard is hosted by
PNM and **KOMIDA**
(Jakarta, Indonesia).



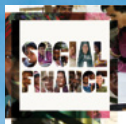
Preeti Sancheti

Preeti is hosted
by **CLIMBS** (Cagayan
de Oro, Philippines).

Nous tenons à remercier les collaborateurs associés qui ont terminé le programme l'année dernière – Shilpi Nanda (accueillie par la NHIA au Ghana), Indira Gopalakrishna (accueillie par Equity Insurance Agency au Kenya), Khai Sheng Tang (accueilli par AXA Indonesia), Daniel McGree (accueilli par Grace Kennedy General Insurance

en Jamaïque) et Pietro Magnoni (accueilli par NBC Moçambique Companhia de Micro Seguros) – pour leurs contributions remarquables aux activités de leurs organisations hôtes via notre Programme de collaborateurs associés en 2017-2019.





**Programme Finance solidaire
Département Entreprises
Organisation internationale
du travail**

4, route des Morillons

CH-1211 Genève 22

Suisse

Tel.: +41 22 799 8056

Fax: +41 22 799 6896

Email: socialfinance@ilo.org

impactinsurance@ilo.org

Web: www.ilo.org/socialfinance

www.impactinsurance.org

Ce Rapport annuel présente les activités du programme Finance solidaire de l'OIT en 2019. Dans une perspective de justice sociale, le programme Finance solidaire travaille avec le secteur financier pour faciliter sa contribution à l'Agenda pour le travail décent de l'OIT. Dans cette perspective, il collabore avec des banques, des institutions de microfinance, des coopératives de crédit, des assureurs, des investisseurs et d'autres acteurs afin de tester de nouveaux produits, approches et processus financiers. Le Programme Impact Insurance contribue à ce travail en aidant le secteur de l'assurance, les gouvernements et leurs partenaires à concrétiser le potentiel de l'assurance en termes de développement économique et social.

ISBN 978-92-2-032012-9



9 789220 320129